

Protection Juridique - Legal Village Family

Conditions générales

www.legalvillage.be



C'est si facile
de bien s'entendre.

LEGAL VILLAGE FAMILY CONDITIONS GENERALES

TABLE DES MATIERES

1. VOLET 1 DISPOSITIONS COMMUNES	5
2. VOLET 2 ENGAGEMENTS CLIENT	11
3. VOLET 3 CONDITIONS SPECIALES	15
3.1. PJ Auto « Full »	15
3.2. PJ Auto « Flex »	19
3.3. PJ Auto « Fix »	23
3.4. PJ Non Auto	26
3.4.1. PARTIE I PJ HABITATION.....	28
3.4.2. PARTIE II PJ VIE PRIVEE	33
3.4.3. PARTIE III TAX ADVANTAGE	43
3.5. PJ Non Auto « Eprotect »	51
3.6. PJ « Bateau de plaisance »	55

VOLET 1 DISPOSITIONS COMMUNES

Définitions

Cet article précise la portée des termes repris en italique dans le texte des présentes Dispositions communes ou Conditions Spéciales.

A.1. *Les assurés*

Les personnes mentionnées en qualité d'assuré dans les conditions spéciales.

A.2. *Bien assuré*

Le(s) véhicule(s) ou l'(les) immeuble(s) désigné(s) dans les conditions particulières.

A.3. *Nous = La Compagnie*

AXA Belgium, société anonyme dont le siège social est établi Place du Trône 1 à 1000 Bruxelles, enregistrée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro · 0404.483.367, Tél. : 02 678 61 11 · Internet : www.axa.be · AXA. Belgium commercialise ses produits d'assurances de la protection juridique sous la marque Legal Village ;

A.4. *Bureau de règlement*

Les sinistres en protection juridique sont gérés par Legal Village S.A. siège social, rue de la Pépinière 25, à 1000 Bruxelles Tél. : 02 678 55 50 – TVA BE 0403.250.774 RPM Bruxelles, société spécialisée dans le traitement des sinistres relatifs à l'assurance protection juridique. AXA Belgium confie à Legal Village la gestion des sinistres afférents à l'ensemble des contrats de son portefeuille d'assurances de la branche protection juridique, conformément aux dispositions de l'article 4.b de l'arrêté royal du 12 octobre 1990 relatif à l'assurance protection juridique.

A.5. *Délai d'attente*

Par délai d'attente, il y a lieu d'entendre la période débutant à la date de prise d'effet de la garantie assurée ou à la date de prise d'effet du risque ajouté et pendant laquelle la garantie de l'assureur n'est pas due. Le délai d'attente ne court pas durant la période pendant laquelle le contrat est suspendu pour cause de non-paiement de la prime, conformément aux articles 69 et suivants de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Le délai d'attente relatif à une garantie particulière et similaire, déjà écoulé auprès d'un assureur, bénéficie à l'assuré si ce dernier change d'assureur ou de contrat d'assurance, à la condition que l'assuré ait toujours été couvert de manière ininterrompue pour ce type de litige en protection juridique.

A.6. *Vous = Le preneur d'assurance*

La personne physique ou morale qui conclut le contrat avec nous.

A.7. *Vos proches sont :*

- Le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle vous cohabitez ;
- Toutes les personnes domiciliées et vivant à votre foyer et en ce qui concerne le droit du travail, toutes les personnes domiciliées et vivant à votre foyer et entretenus par vous. La garantie reste acquise aux personnes assurées qui sont temporairement éloignées du foyer précité.
- Vos enfants mineurs et/ou de votre conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle vous cohabitez, lorsque ces enfants ne vivent plus à votre foyer
- Les enfants ne vivant plus à votre foyer, n'ont pas atteint l'âge de 25 ans, ne sont pas mariés et sont fiscalement à votre charge et/ ou de votre conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle vous cohabitez
- Exclusivement dans la garantie PJ vie privée : votre ex-conjoint cohabitant ou le partenaire avec lequel vous avez cohabité, pendant une période de 6 mois après qu'il (elle) ait quitté la résidence principale qui servait d'habitation et prouvé par un changement de domicile

A.8. *Seuil d'intervention*

Montant minimum du dommage initial en deçà duquel aucune intervention de notre part n'est due. Le seuil d'intervention ne s'applique pas pour les litiges qui ne sont pas évaluables en argent

A.9. *Sinistre*

A.9.1. Réalisation de l'événement susceptible de mettre en jeu notre garantie et conduisant l'assuré à faire valoir ses droits en tant que demandeur ou défendeur, soit dans une procédure judiciaire, administrative ou autre, soit en dehors de toute procédure, sauf lorsque l'assuré a sciemment laissé survenir les circonstances qui ont donné lieu à la réalisation de cet événement.

A.9.2. Constitue un seul et même sinistre, l'ensemble des litiges ou différends résultant d'un même fait, quel que soit le nombre d'assurés ou de tiers.

A.9.3. Constitue un seul et même sinistre, le litige ou différend ou l'ensemble de litiges ou différends résultant de plusieurs faits présentant un lien de connexité entre eux.

A.9.4. Sinistre collectif pour des sinistres dans le cadre d'internet

Lorsqu'au moins 10 personnes, assurées dans des contrats différents de protection juridique souscrit auprès de nous, introduisent un recours en vue de la défense de leur intérêt personnel contre une même décision ou se défendent contre la prétention d'un ou de plusieurs tiers pour sauvegarder un intérêt personnel dans une même procédure judiciaire, administrative ou autre, de tels sinistres sont considérés comme collectifs.

A.10. *Tiers*

Toute personne autre que les assurés.

A.11. *Franchise*

Montant pour lequel l'assuré reste son propre assureur.

A.12. Les ayants droits

Les héritiers des assurés à l'exception des personnes morales.

A.13. Résidence secondaire

Une résidence privée où personne n'est domicilié, mais qui à tout moment peut être utilisé comme habitation par l'assuré et qui n'est jamais donnée en location à un tiers, sauf à titre gratuit pour une durée limitée de 30 jours par an

Objet du contrat

B.1. Prévention et information juridique

En prévention de tout litige ou différend, nous informons l'assuré sur ses droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

B.2. Défense amiable et/ou judiciaire des intérêts juridiques

Dans le cadre de la couverture que vous avez souscrit, nous nous engageons, aux conditions du présent contrat, à aider l'assuré, en cas de sinistre survenu en cours de contrat, à faire valoir ses droits à l'amiable ou, si nécessaire, par une procédure appropriée, en lui fournissant des services et en prenant en charge les frais qui en résultent.

Article 1 - Formation et effet

Le contrat est établi sur base de vos déclarations et ne prend effet qu'après signature par toutes les parties
Les garanties prennent cours à la date mentionnée dans les conditions particulières, après paiement de la première prime.
Les mêmes dispositions sont applicables aux avenants.

Article 2 - Durée

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'un an. A la fin de chaque période d'assurance, ce dernier se renouvelle tacitement pour une durée d'un an sauf si une des parties résilie le contrat trois mois avant l'expiration de la période.

Article 3 - Résiliation

3.1. Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- Pour la fin d'une période d'assurance, et ce au plus tard 3 mois avant l'expiration de la période en cours ;
- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

3.2. Vous pouvez résilier le contrat :

- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;
- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant de la prime adaptée ;
- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.
- Dans son intégralité, si nous résilions une partie de l'option Full Tax Advantage ou Flex Tax Advantage

3.3. Nous pouvons résilier le contrat :

- si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;
- en cas de non-paiement de la prime ;
- en cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
- en cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;
- si nous portons plainte contre vous au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;
- si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.
- dans son intégralité, si vous résiliez une partie de l'option Full Tax Advantage ou Flex Tax Advantage

Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. En cas de résiliation à l'échéance principale ou de résiliation après un sinistre, le préavis est de trois mois ; dans tous les autres cas, il est fixé à un mois. La résiliation se fait par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé

Article 4 - Vos obligations et celles de l'assuré

4.1. Obligations lors de la conclusion du contrat

- Vous avez l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances dont vous avez connaissances et que vous devez raisonnablement considérer comme constituant, pour nous, des éléments d'appréciation du risque. S'il n'est point répondu à certaines questions que nous avons écrites, et si nous avons néanmoins conclu le contrat, nous ne pouvons, hormis le cas de fraude, nous prévaloir ultérieurement de cette omission.
- Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelle dans la déclaration nous induisent en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat d'assurance est nul. Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles nous sont dues.

4.2. Obligations en cours de contrat

Nous vous invitons à nous prévenir aussi rapidement que possible toute circonstance nouvelle ou modifiée entraînant une aggravation ou diminution durable du risque assuré dans la police. En cas d'omission frauduleuse, les sinistres qui se produiront à compter de l'aggravation du risque ne seront pas garantis.

4.3. Obligations en cas de sinistre

- Tout sinistre doit être déclaré au Bureau de règlement dans les plus brefs délais. L'assuré doit lui communiquer toutes les informations utiles, les circonstances exactes du sinistre et la solution souhaitée. L'assuré doit également lui adresser dans les meilleurs délais, tant au moment de la déclaration que pendant le règlement du sinistre, tous les renseignements et documents utiles, tels que les preuves des dommages, les convocations et les citations.
- Si l'assuré ne remplit pas ses obligations et qu'il en résulte un préjudice pour nous ou pour le Bureau de règlement, nous ou le Bureau de règlement pouvons prétendre à une réduction de leurs prestations à concurrence du préjudice subi.
- Nous ou le Bureau de règlement pouvons refuser la garantie si, dans une intention frauduleuse, les obligations précitées ne sont pas respectées.
L'assuré doit permettre au Bureau de règlement de rechercher une solution amiable satisfaisante et de l'aider à défendre efficacement ses intérêts.
- L'assuré supporte les conséquences d'une communication tardive ou incomplète, qui ne permettrait pas au Bureau de règlement d'être à même d'assumer correctement ses engagements.
- Si le règlement amiable s'avère irréalisable, l'assuré et le Bureau de règlement décideront d'un commun accord, de la suite à réserver au dossier,
- L'assuré reste toujours seul maître de son sinistre. Il peut transiger avec toute personne avec laquelle il est en litige ou accepter d'elle des indemnités, sans en référer au Bureau de règlement, mais il s'engage en ce cas à rembourser le Bureau de règlement les sommes qui reviennent à cette dernière et les débours qu'elle ferait dans l'ignorance de la transaction.
Cependant, les frais de tout mandataire désigné ou de toute procédure engagée sans l'accord écrit du Bureau de règlement n'incombent pas à ce dernier et à nous, sauf en cas de mesures conservatoires urgentes et raisonnables

Article 5 - Paiement de la prime

5.1. Paiement de la prime

La prime, taxes et charges comprises, est payable à l'échéance. Un avis d'échéance, qui vaudra invitation à vous acquitter de la prime, vous sera adressé.

5.2. Défaut de paiement

En cas de défaut de paiement de la prime à l'échéance, nous pouvons suspendre la garantie du contrat ou résilier le contrat à condition que vous avez été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste.

La suspension de garantie a effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste.

Si la garantie a été suspendue, le paiement des primes échues, augmentées s'il y a lieu des intérêts, met fin à cette suspension. Lorsque nous avons suspendu notre obligation de garantie, nous pouvons résilier le contrat si nous nous sommes réservé la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa 1 ; dans ce cas, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si nous ne nous sommes pas réservé cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle sommation conformément aux alinéas 1 et 2. La suspension de la garantie ne porte pas atteinte à notre droit de réclamer les primes venant ultérieurement à échéance à condition que vous avez été mis en demeure conformément à l'alinéa 1. Notre droit est toutefois limité aux primes afférentes à 2 années consécutives.

Nous porterons à votre compte le coût des mises en demeure par lettre recommandée pour le défaut de paiement de la prime.

Article 6 - Hiérarchie des conditions de garanties

Les conditions particulières complètent les conditions générales et les abrogent dans la mesure où elles leur seraient contraires. Les dispositions communes complètent les conditions spéciales et les abrogent dans la mesure où elles leur seraient contraires.

Article 7 - Conformité à la loi sur le contrat d'assurance terrestre et clause de compétence

Le présent contrat est régi par la législation belge sur les assurances terrestres. Les parties conviennent dès lors que, le cas échéant, les dispositions de cette législation complètent les dispositions du présent contrat.

Article 8 - Libre choix de l'avocat et de l'expert

- Nous et le Bureau de règlement avons la faculté d'effectuer toute démarche en vue de mettre fin au sinistre à l'amiable.
 - L'assuré a la liberté de choisir, lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure pour défendre, représenter et servir ses intérêts.
 - Dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlement des conflits, l'assuré a la liberté de choisir une personne ayant les qualifications requises et désignée à cette fin.
 - Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts avec nous ou le Bureau de règlement, Le Bureau de règlement informe l'assuré de sa liberté de choisir, pour la défense de ses intérêts, un avocat ou, s'il le préfère, toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure.
- Cependant, si, pour une affaire qui doit être plaidée en Belgique, l'assuré porte son choix sur un avocat non inscrit à un barreau belge, il supportera lui-même les frais supplémentaires qui résulteraient de ce choix.
 - Il en sera de même si, pour une affaire qui doit être plaidée en pays étranger, l'assuré porte son choix sur un avocat non inscrit à un barreau du pays dans lequel l'affaire doit être plaidée.
 - S'il convient de désigner un expert, l'assuré a la faculté de choisir librement cet expert. Toutefois, si l'assuré porte son choix sur un expert exerçant dans un pays autre que celui où la mission doit être effectuée, il supportera lui-même les frais et honoraires supplémentaires qui résultent de ce choix.
 - Lorsque plusieurs assurés possèdent des intérêts convergents, ils se mettent d'accord pour désigner un seul avocat ou un seul expert. A défaut d'accord sur le choix du conseiller, le libre choix est exercé par vous.
 - L'assuré qui fait choix d'un conseiller doit communiquer le nom et adresse de ce dernier en temps opportun, pour que le Bureau de règlement puisse le contacter et lui transmettre le dossier qu'il a préparé.
 - L'assuré tient le Bureau de règlement informé de l'évolution du dossier, le cas échéant par son conseiller. A défaut, après avoir rappelé cet engagement à l'avocat de l'assuré, le Bureau de règlement ou nous sommes déchargés de nos obligations dans la mesure du préjudice qu'ils prouveraient avoir subi du fait de ce manque d'information.
 - Nous prenons en charge les frais et honoraires qui résultent de l'intervention d'un seul avocat ou expert. Cependant, cette limitation n'est pas d'application si l'intervention d'un autre avocat ou expert est justifiée par des raisons qui ne dépendent pas de la volonté de l'assuré.
 - En aucun cas, Nous et le Bureau de règlement ne sommes responsables des activités des conseillers externes (avocat, expert, ...) intervenant pour l'assuré.

Article 9 - Paiement des débours, honoraires et frais

- Nous prenons en charge les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré, à savoir :
 - les honoraires et frais d'avocat, huissier de justice, médiateur, arbitre, toutes autres personnes ayant les qualifications requises par la loi d'expert, en ce compris la TVA qui ne fait pas l'objet d'une récupération par l'assuré en vertu de son assujettissement ;
 - les frais de procédure judiciaire, administrative ou autre qui restent à charge de l'assuré, y compris les frais et honoraires résultant d'une procédure d'exécution et les frais afférents à l'instance pénale ;
 - les frais qui restent à charge de l'assuré pour l'homologation de l'accord de médiation ;
 - la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne uniquement pour des affaires civiles non dispensées. N'est pas prise en charge, la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne pour les affaires pénales
- L'assuré s'engage à ne jamais marquer accord, sans le consentement préalable du Bureau de règlement, sur le montant d'un état de frais et honoraires ; le cas échéant et sur demande du Bureau de règlement, l'assuré sollicite de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue, à nos frais, sur l'état de frais et honoraires. A défaut, le Bureau de règlement se réserve la faculté de limiter le paiement du montant nous incombant au titre de débours, honoraires et frais, dans la mesure du préjudice subi.
- L'assuré qui obtient le paiement de frais ou dépens nous revenant les restitue au Bureau de règlement qui en poursuit la procédure ou l'exécution, à nos frais et ce sur l'avis du Bureau de règlement, jusqu'à ce qu'il ait obtenu ces remboursements. A cette fin, Nous sommes subrogés dans les droits que l'assuré possède contre les tiers une action en remboursement, le cas échéant exercée en son nom par nous des frais que nous avons avancés.
- Si le montant des frais et honoraires ou des débours est supérieur au maximum prévu par la garantie, notre intervention s'effectue en priorité en votre faveur, ensuite de votre conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle vous cohabitez et enfin de leurs enfants cohabitants ou fiscalement à charge.
- Nous ne prenons pas en charge le paiement des amendes judiciaires, fiscales, transactionnelles et administratives et de leurs accessoires.

Article 10 - Divergence d'opinion

- En cas de divergence d'opinion entre l'assuré et le Bureau de règlement quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre, l'assuré peut, sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, consulter un avocat de son choix, après que le Bureau de règlement lui aura notifié, par avis motivé, son point de vue ou son refus de suivre la thèse de l'assuré et lui aura rappelé l'existence de cette procédure.
- Si l'avocat confirme la position du Bureau de règlement, l'assuré est néanmoins remboursé de la moitié des frais et des honoraires de cette consultation.
- Si, contre l'avis de cet avocat, l'assuré engage à ses frais une procédure et obtient un meilleur résultat que celui qu'il aurait obtenu s'il avait accepté le point de vue du Bureau de règlement, le Bureau de règlement qui n'a pas voulu suivre la thèse de l'assuré est tenu de fournir notre garantie et de rembourser les frais et honoraires qui sont restés à charge de l'assuré.
- Si l'avocat consulté confirme la thèse de l'assuré, le Bureau de règlement, est tenu, quelle que soit l'issue de la procédure, de fournir notre garantie, y compris les frais et honoraires de la consultation restés à charge de l'assuré.
- En cas de divergence d'opinion, le Bureau de règlement informe l'assuré de cette procédure

Article 11 - Droits entre assurés

- Lorsqu'un assuré autre que vous ou votre conjoint (e) ou votre partenaire cohabitant légal veut faire valoir des droits contre un autre assuré, la garantie n'est pas acquise.
- Cependant en Protection Juridique Auto, le recours civil extracontractuel sera couvert lorsque le dommage est réellement pris en charge par un assureur de responsabilité civile, sauf si vous ou un de vos proches, dont la responsabilité est recherchée, s'y oppose parce qu'une cause de déchéance peut être invoquée par l'assureur de responsabilité civile.

Article 12 - Prescription

Le délai de prescription de toute action dérivant du présent contrat d'assurance est de 3 ans. Le délai court à partir du jour de l'événement qui donne ouverture à l'action. Toutefois, lorsque celui à qui appartient l'action prouve qu'il n'a eu connaissance de cet événement qu'à une date ultérieure, le délai ne commence à courir qu'à cette date, sans pouvoir excéder 5 ans à dater de l'événement, le cas de fraude excepté. Si la déclaration de sinistre a été faite en temps utile, la prescription est interrompue jusqu'au moment où l'assureur a fait connaître sa décision par écrit à l'autre partie.

Article 13 - Sinistres non couverts

La garantie n'est pas acquise pour les sinistres :

- Relatifs aux conséquences directes ou indirectes de la modification de radiations ionisantes ;
- Relatifs aux conséquences d'émeute auxquels l'assuré a pris une part active ;
- Relatifs aux conséquences de terrorisme compris au sens de la loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme auxquels l'assuré a pris une part active ;
- Relatifs aux conséquences de faits de guerre ;
- Résulte d'un fait intentionnel de l'assuré ;
- Relatifs à la défense des intérêts de tiers ou d'intérêts qui ont été transférés aux assurés par cession de droits litigieux ou par subrogation conventionnelle ;
- Relatifs aux litiges résultant d'un simple défaut de paiement par l'assuré sans contestation ;
- Relatifs au litige avec nous en ce qui concerne le contrat d'assurance Protection Juridique émis sous Legal Village (marque protection juridique d'Axa Belgium) sauf ce qui est prévu à l'article Divergence d'opinion ;
- Relatifs aux actions collectives concernant un sinistre internet ou un sinistre concernant le droit administratif émanant d'un groupe de minimum 10 personnes visant à faire cesser une nuisance commune liée à un même fait générateur et à réparer le dommage qui en découle ;
- Relatifs aux litiges concernant un conflit collectif du travail, une procédure en faillite, une réorganisation judiciaire et une fermeture d'entreprise ;
- Relatifs aux litiges relevant de la compétence de la Cour Constitutionnelle ou de toute Cour supranationale, excepté le contentieux des questions préjudicielles dans le cadre du litige couvert ;

Article 14 - Etendue de la garantie dans le temps

- La garantie n'est acquise que si le sinistre survient après la prise d'effet du contrat ou la prise d'effet du risque ajouté, sauf si nous prouvons que l'assuré était ou aurait raisonnablement pu être au courant des faits qui donnent naissance à ces besoins.
- En cas de recours civil extracontractuel, le sinistre est considéré comme survenu au moment où se produit le fait dommageable. Dans tous les autres cas, le sinistre est considéré comme survenu au moment où l'assuré, son adversaire ou un tiers a commencé ou est supposé avoir commencé à contrevenir à une obligation ou prescription légale ou contractuelle.

Article 15 - Principe de répartition

Dans l'éventualité où un sinistre relève de plusieurs garanties assurées dans votre contrat, seul 1 plafond d'intervention le plus élevé de ces différentes garanties est d'application.

Article 16 - Droit de subrogation

Dans la mesure de nos interventions, nous sommes subrogés dans les droits et actions de l'assuré contre tout tiers responsable pour les sommes que nous avons prises en charge. Comme nous sommes subrogés des sommes que nous avons avancé, l'éventuelle indemnité de procédure nous revient également.

Article 17 - Prévention & Advice services (PAS)

Objet de l'appui juridique : prévention et information juridique

En prévention ou en information de tout sinistre ou différend, le Bureau de Règlement informe l'assuré sur ses droits et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

Appui juridique téléphonique général – Legal Village Info

L'appui juridique téléphonique général - Legal Village Info

Il s'agit d'un service de renseignements juridiques de première ligne par téléphone.

Les questions juridiques font l'objet d'une explication juridique sommaire et synthétique dans un langage accessible par tous. La nature juridique des questions qui peuvent être soumises à l'appui juridique téléphonique est déterminée par l'étendue des garanties souscrites dans le cadre de la présente police en vigueur.

Organisation de l'appui juridique.

Les divers services de l'appui juridique sont accessibles du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés ou circonstances exceptionnelles, au numéro de téléphone au 078/15.15.56.

Mise en relation avec un professionnel spécialisé pour les assurés ou avec un professionnel du web

Il s'agit dans la mise en relation de l'assuré avec un professionnel spécialisé (avocat ou expert) pour un domaine juridique qui ne rentre pas dans la couverture de l'assurance Protection juridique.

Il s'agit de la mise en relation de l'assuré avec un professionnel spécialisé dans les actions sur le web pour sauvegarder la réputation de l'assuré (par exemple nettoyage de liens).

L'intervention consiste sur base d'un entretien téléphonique à proposer une série d'avocats ou d'experts spécialisés dans les domaines qui font l'objet de sinistres.

L'intervention a pour seul but de communiquer à l'assuré les coordonnées d'un ou plusieurs professionnel(s) spécialisé(s), mais nous ne pouvons être tenu responsable de la qualité et du prix des interventions effectuées par le prestataire contacté par l'assuré lui-même. Les divers services ne peuvent pas concerner les aspects d'optimisation fiscale, de déclaration fiscale ou de gestion de patrimoine.

Digital life

Le Bureau de Règlement met à la disposition des assurés une cellule d'assistance juridique téléphonique spécialisée dans les problèmes juridiques relatifs au droit d'internet et des réseaux sociaux.

Les questions juridiques font l'objet d'une explication juridique orale (sommaire et synthétique) dans un langage accessible par tous.

Il s'agit d'un service de renseignements juridiques de première ligne par téléphone. Cette cellule est accessible via le numéro de l'appui juridique téléphonique général.

Article 18 - Terrorisme

Les sinistres causés par le terrorisme ne sont pas exclus.

Par terrorisme, il y a lieu de comprendre : une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Dispositions relatives au terrorisme : si un événement est reconnu comme terrorisme, nos engagements contractuels sont limités conformément à la Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, pour autant que le terrorisme n'ait pas été exclu. Les dispositions légales concernent notamment le délai d'exécution des prestations.

VOLET 2 ENGAGEMENTS CLIENT

Engagement éthique

Dans le cadre de sa gestion sinistre, nous et le Bureau de règlement nous engageons à communiquer et à respecter strictement les règles de conduite édictées par Assuralia (www.assuralia.be). L'Ombudsman des Assurances est compétent pour connaître de l'application de ces Règles de conduite : Ombudsman des assurances Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles Téléphone : +32(2) 547.58.71 Fax : +32(2) 547.59.75.

En outre, nous et le Bureau de règlement nous engageons à poursuivre ses programmes de formation en vue d'accroître la disponibilité de son personnel en matière d'accueil personnalisé à l'égard de ses assurés victime d'un accident.

Engagement client

Lorsqu'un sinistre est exclu de la garantie de la présente police, nous et le Bureau règlement néanmoins à la disposition de l'assuré un appui juridique téléphonique qui se charge de la mise en relation de l'assuré avec un professionnel spécialisé en la matière. Nous et le Bureau de règlement renseignera à la demande de l'assuré les possibilités de règlement alternatif de type chambre d'arbitrage, commission de conciliation ou ombudsman.

Vie privée

Responsable du traitement des données

AXA Belgium, S.A. dont le siège social est établi Place du Trône 1 à 1000 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0404.483.367 (ci-après dénommée « AXA Belgium »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données d'AXA Belgium peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: AXA Belgium - Data Protection Officer (TR1/884)

Place du Trône 1

1000 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@axa.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par AXA Belgium de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par AXA Belgium pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec AXA Belgium.
 - Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à AXA Belgium ou d'informations provenant de sources externes de données.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaires au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de sinistre).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre AXA Belgium et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre AXA Belgium et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant en l'exécution des conventions entre AXA Belgium et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.

- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle AXA Belgium est soumise.
- la réalisation de tests :
 - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
 - Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par AXA Belgium, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités ou de servir ses clients.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par AXA Belgium ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion d'AXA Belgium, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
- la gestion et la surveillance des risques :
 - Cela inclut des traitements par AXA Belgium ou un tiers afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation d'AXA Belgium, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
 - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle AXA Belgium est soumise ou aux fins des intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, TRIP ASBL, Datassur et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel AXA Belgium peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par AXA Belgium dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques d'AXA Belgium durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un sinistre. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par AXA Belgium de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par AXA Belgium à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à des entreprises en relation avec AXA Belgium et/ou à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice d'AXA Belgium, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes d'AXA Belgium consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Transfert des données hors de l'Union Européenne

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors. En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, AXA Belgium se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par AXA Belgium pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à AXA Belgium à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter AXA Belgium »).

Conservation des données

AXA Belgium conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

AXA Belgium conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles AXA Belgium n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

AXA Belgium demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

AXA Belgium a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, AXA Belgium suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir d'AXA Belgium la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes d'AXA Belgium. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part d'AXA Belgium, d'exprimer son point de vue et de contester la décision d'AXA Belgium ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à AXA Belgium, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. AXA Belgium publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, AXA Belgium fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

Contacteur AXA Belgium

Lorsqu'elle est cliente d'AXA Belgium, la personne concernée peut consulter son Espace Client sur AXA.be et y gérer ses données personnelles et ses préférences en matière de Direct Marketing, ainsi que consulter les données la concernant.

La personne concernée peut contacter AXA Belgium pour exercer ses droits en complétant le formulaire disponible à la page « Nous contacter via le bouton « La protection de vos données », accessible via un hyperlien en bas de la page d'accueil du site AXA.be.

La personne concernée peut aussi contacter AXA Belgium pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : AXA Belgium Data Protection Officer (TR1/884), place du Trône 1 à 1000 Bruxelles.

AXA Belgium traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel

Si la personne concernée estime qu'AXA Belgium ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité AXA Belgium. La personne concernée peut introduire une plainte auprès d'AXA Belgium via l'adresse e-mail privacy@axa.be ou en complétant le formulaire disponible à la page « Nous contacter via le bouton « Mécontent à propos d'un produit ou d'un service? Signalez-le ici ». Ce formulaire est accessible via un hyperlien en bas de la page d'accueil du site AXA.be.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
contact@apd-gba.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

VOLET 3 CONDITIONS SPECIALES

PJ AUTO « FULL »

Le volet 3 conditions spéciales « PJ Auto Full » n'est d'application que pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Les mots en italique sont définis dans les Dispositions communes, sous le titre « Définitions ».

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1. Vous ainsi que vos proches sont assurés en qualité de :
 - 1.1.1. Propriétaire, détenteur, conducteur ou passager du véhicule désigné ;
 - 1.1.2. Conducteur autorisé du véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné, appartenant à un tiers, lorsque ce véhicule remplace le véhicule désigné temporairement inutilisable pendant les 30 premiers jours à compter du jour où le véhicule désigné est devenu inutilisable ;
 - 1.1.3. Conducteur occasionnel et autorisé d'un véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné et appartenant à un tiers (par exemple : Véhicule partagé)
 - 1.1.4. Piéton, cycliste ou utilisateur d'un moyen de locomotion ou utilisateur d'un engin de déplacement motorisé individuel ou non motorisé se déplaçant sur une voie publique ouverte à la circulation non soumise à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteur ainsi que toutes les variantes de vélos électriques avec force motrice d'aide au pédalage ou force motrice d'aide au pédalage et autonome.
 - 1.1.5. Passager d'un moyen de transport appartenant à un tiers.
 - 1.1.6. Conducteur autorisé d'une voiture, moto, mobylette, camionnette, mobil home pris en location auprès d'un professionnel de la location pour une durée maximum de 30 jours
- 1.2. Ont également la qualité d'assuré :
 - 1.2.1. Le conducteur autorisé du véhicule désigné ;
 - 1.2.2. Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit du véhicule désigné.
- 1.3. Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2 - Quel véhicule est assuré ?

Le véhicule désigné :

- Le véhicule automoteur désigné aux Conditions particulières par son numéro d'immatriculation, de sa plaque gouvernementale ou son numéro de châssis, ainsi que sa remorque y attelée, munie de la plaque du véhicule tracteur, dont la masse maximale autorisée n'excède pas 750 kg.
- Lors d'un sinistre concernant l'achat d'un véhicule : le véhicule que vous souhaitez acquérir et assurer auprès de nous en remplacement du véhicule désigné.
- Lors d'un sinistre concernant la vente du véhicule : le véhicule qui était assuré auprès de nous et qui a été vendu pendant la période d'assurance.

Dans les polices combinées dans lesquelles la PJ Auto + la PJ Habitation + la PJ Vie privée ou PJ Auto + la PJ Flex Tax Advantage ou PJ Auto + la PJ Full Tax Advantage sont souscrites ensemble, les véhicules ci-dessous qui vous appartiennent ou à vos proches sont également considérés comme véhicule assuré :

- les deux roues avec ou sans moteur, quads et trikes ;
- les remorques/caravanes non résidentielles ;
- les véhicules automoteurs destinés à des personnes moins valides dont la vitesse maximum est inférieure ou égale à 25 km/h ;
- maximum 3 oldtimers (plaque O) pour autant qu'ils nous aient été signalés lors de la souscription de la police et lors de toute modification des véhicules assurés.

Article 3 - Etendue territoriale

La garantie est acquise dans le monde entier à l'exception des garanties insolvabilité (visée à l'article 6.4.), Rapatriement du véhicule (visée à l'article 6.5.), Droit de Douane (visée à l'article 6.10.) et Données Personnelles qui ne sont d'application que si l'accident de la circulation survient sur le territoire d'un Etat membre de l'Union Européenne, de la Suisse, de la Norvège, du Liechtenstein, d'Andorre, de Saint Marin, de Monaco ou du Royaume Uni.

Article 4 - Sinistres couverts

La protection juridique du véhicule désigné et des assurés applique le principe du « tout sauf » : tout est couvert sauf les limitations et exceptions expressément prévues par les conditions spéciales et/ou les Dispositions communes.

Article 5 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes la garantie ne s'applique pas :

- 5.1. Aux dommages subis par les choses transportées par l'assuré à titre onéreux ;
- 5.2. Lorsque le sinistre survient pendant la préparation ou la participation à une course ou un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse, autorisé ou non ; cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'assuré participe à un rallye touristique ;
- 5.3. Lorsqu'un tiers réclame une indemnisation sur base d'une responsabilité civile extracontractuelle de l'assuré et qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur automobile couvrant sa responsabilité civile et que le contrat souscrit auprès de cet assureur est en vigueur
- 5.4. A la défense des intérêts d'un assuré opposé à un tiers pour tous les sinistres contractuels portant sur l'achat et la vente d'un Oldtimer (plaque qui commence par O) ;
- 5.5. Lorsque nous démontrons que le sinistre résulte d'une faute lourde dans le chef de l'assuré énumérées ci-après : coups et blessures volontaires, de fraude et/ou escroquerie, de vol, de violence, d'agression, de vandalisme, de transport de drogue, de transport de biens de contrebande ou de traite d'êtres humains. Cependant, la garantie sera acquise en cas d'acquiescement de l'assuré par une décision judiciaire définitive passée en force de chose jugée ;
- 5.6. Lorsque le sinistre qui trouve son origine dans une transgression en matière de stationnement et que le défaut de paiement de la redevance de stationnement due suite à cette transgression, établie par le service compétent, n'excède pas le montant initial de 60 € par redevance de stationnement ;
- 5.7. Pour les sinistres relatifs aux poursuites pénales d'un assuré pour des crimes ou des crimes correctionnalisés ;
- 5.8. Pour les sinistres relatifs au non-paiement de prime, charges et indemnités de résiliation relatifs aux contrats d'assurances portant sur le véhicule désigné ;
- 5.9. En cas de sinistre lorsque le conducteur a été privé du droit de conduire ou que son permis de conduire lui a été retiré et qu'il conduit un véhicule pendant cette période alors qu'il n'a pas encore pu légalement récupérer son permis de conduire ;
- 5.10. Pour toutes les procédures de sanctions administratives communales ou provinciales ouvertes sur des faits volontaires ;
- 5.11. Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Article 6 - Prestations assurées

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission Fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessous est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence de 125.000 € par sinistre :

- 6.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes
En ce qui concerne les frais de justice qui reviennent à l'Etat et qui sont à charge de l'assuré un montant de 500 € pour les sinistres en matière civile et un montant de 1.000 € pour les sinistres en matière pénale, provenant des plafonds de garanties visées à l'article 6 sont réservés au remboursement des frais qui sont mis à charge de l'assuré
- 6.2. **Les frais de déplacement et de séjour**
Les frais de déplacement par transport public (en avion - classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel avec un maximum de 125 € par jour et par assuré) nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :
 - prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise et ordonnée par décision judiciaire ;
 - victime lorsque la comparution de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter auprès d'un expert désigné par le tribunal.
- 6.3. **Le cautionnement**
Lorsqu'à la suite de l'usage du véhicule désigné ou d'un accident de circulation l'assuré est détenu préventivement ou le véhicule désigné est saisi, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré ou la restitution du véhicule.
L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds.
Dès que la caution est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse immédiatement la somme que cette dernière a avancée.

6.4. L'insolvabilité

Lorsque l'assuré est victime d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Andorre, à Monaco, à Saint Marin, au Royaume Uni ou au Liechtenstein, et causé par un tiers dûment identifié et insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, les indemnités incombant à ce tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peuvent en être déclaré débiteur.

Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation est limitée à la partie incontestablement due et constatée de commun accord entre l'assuré et nous. Notre éventuelle prestation supplémentaire sera uniquement due sur base d'un jugement définitif.

La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel et ou le dommage corporel que l'assuré a encouru résulte de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence de vandalisme ou infraction contre la foi publique. Nous aiderons l'assuré pour introduire son dossier et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être faite.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de notre prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 20.000 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au marc le franc.

6.5. Le rapatriement du véhicule

Cette prestation n'est acquise que pour autant qu'il en soit expressément fait mention aux conditions particulières de la police.

Lorsque le véhicule désigné, se trouvant en pays étranger (pour autant que l'assuré n'y réside pas en ordre principal), est rendu inutilisable à la suite d'un accident de la circulation couvert par le contrat, nous assumons, à concurrence de la valeur vénale du véhicule et sans dépasser un montant de 1.250 € par sinistre, le remboursement des frais de son rapatriement par une voie que nous aurons acceptée par écrit, à l'exception des frais de dépannage et de sauvegarde.

6.6. L'avance de fonds - dégâts matériels au véhicule désigné

Lorsque le véhicule désigné est endommagé par un tiers à la suite d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Monaco, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin ou au Royaume Uni pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier et dans la mesure où nous recevons confirmation de la prise en charge par la Compagnie d'assurances d'un montant déterminé, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant en principal des dégâts matériels au véhicule désigné, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés, l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. La prestation n'est pas due lorsque les dégâts matériels au véhicule désigné résultent d'un vol, d'une tentative de vol ou de vandalisme.

6.7. L'avance de fonds - Dommage corporel subi par un assuré

Lorsque vous ou un de vos proches subit un dommage corporel causé par un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant de l'indemnité afférent au dommage corporel décrit à l'alinéa suivant, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre.

L'avance de fonds couvre les frais médicaux qui sont restés à charge de l'assuré après intervention d'un organisme (mutuelle ...) quel qu'il soit, ainsi que la perte de revenus résultant de l'accident. L'assuré nous fournit les justificatifs ainsi qu'un tableau récapitulatif détaillé indiquant le montant dont l'assuré sollicite l'avance.

Les victimes bénéficiaires d'une assurance couvrant l'accident du travail ou sur le chemin du travail ne bénéficient pas de la présente prestation.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés, l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 10.000 € par sinistre, l'avance de fonds est payée par préférence à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants, ensuite aux autres assurés au marc le franc.

6.8. L'avance de franchise Responsabilité Civile

Lorsque le tiers responsable reste en défaut de payer à l'assuré la franchise légale de sa police d'assurance de "Responsabilité Civile", nous procédons à l'avance du montant de cette franchise, jusqu'à concurrence de 1.250 €, pour autant que la responsabilité, totale ou partielle, de ce tiers ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous a confirmé son intervention. Si ce tiers verse le montant de la franchise à l'assuré, ce dernier est tenu de nous en informer et de nous rembourser immédiatement le montant

6.9. L'assistance psychologique

La garantie inclut une assistance psychologique à un assuré victime d'un accident (couvert par le présent contrat) avec lésion corporelle ou à un parent ayant la qualité d'assuré qui a perdu un enfant (ayant la qualité d'assuré) dans un accident (couvert par le présent contrat). Nous mettons à disposition un psychologue avec un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés de 1.250 € dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

6.10. Droits de douane

Nous payons également les droits de douane réclamés lorsque le véhicule désigné a disparu ou est immobilisé à l'étranger, à la suite d'un vol, d'un incendie ou d'un accident, et qu'il ne peut être rapatrié dans les délais prévus par la législation du pays où l'évènement est survenu. Nous intervenons sur base d'un justificatif et sans dépasser un montant de 1.250 € par sinistre.

Prestations complémentaires

Données personnelles

Nous prenons en charge la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre relatifs à une atteinte à la protection de ses données personnelles au sens de la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de l'utilisation de ses équipements électroniques du véhicule désigné. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge les frais exposés tels que spécifiés à l'article 9 des dispositions communes, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre.

Borne de recharge

Nous prenons en charge les litiges contractuels concernant l'installation certifiée ou la réparation de la borne de recharge électrique du véhicule assuré et qui se trouve à votre résidence principale. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge les frais exposés tels que spécifiés à l'article 9 des dispositions communes, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre

PJ AUTO « FLEX »

Le volet 3 des conditions spéciales « PJ Auto Flex » ne sont d'application que pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Les mots en italique sont définis dans les Dispositions communes, sous le titre « Définitions ».

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1. Vous ainsi que vos proches sont assurés en qualité de :
 - 1.1.1. Propriétaire, détenteur, conducteur ou passager du véhicule désigné ;
 - 1.1.2. Conducteur autorisé du véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné, appartenant à un tiers, lorsque ce véhicule remplace le véhicule désigné temporairement inutilisable pendant les 30 premiers jours à compter du jour où le véhicule désigné est devenu inutilisable ;
 - 1.1.3. Conducteur occasionnel et autorisé d'un véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné et appartenant à un tiers (ex : Véhicule partagé).
 - 1.1.4. Conducteur autorisé d'une voiture, moto, mobylette, camionnette, mobil home pris en location auprès d'un professionnel de la location pour une durée maximum de 30 jours
 - 1.1.5. Passager d'un véhicule autre que le véhicule désigné, soumis à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, appartenant à un tiers
- 1.2. Ont également la qualité d'assuré :
 - 1.2.1. Le conducteur autorisé du véhicule désigné ;
 - 1.2.2. Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit du véhicule désigné.
- 1.3. Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2 - Quel véhicule est assuré ?

Le véhicule désigné :

- Le véhicule automoteur désigné aux Conditions particulières par son numéro d'immatriculation de sa plaque gouvernementale ou son numéro de châssis, ainsi que sa remorque y attelée, munie de la plaque du véhicule tracteur, dont la masse maximale autorisée n'excède pas 750 kg.
- Lors d'un sinistre concernant l'achat d'un véhicule : le véhicule que vous souhaitez acquérir et assurer auprès de nous en remplacement du véhicule désigné.
- Lors d'un sinistre concernant la vente du véhicule : le véhicule qui était assuré auprès de nous et qui a été vendu pendant la période d'assurance.

Dans les polices combinées dans lesquelles la PJ Auto + la PJ Habitation + la PJ Vie privée ou PJ Auto + la PJ Flex Tax Advantage ou PJ Auto + la PJ Full Tax Advantage sont souscrites ensemble, les véhicules ci-dessous qui vous appartiennent ou à vos proches sont également considérés comme véhicule assuré :

- les deux roues avec ou sans moteur, quads et trikes ;
- les remorques/caravanes non résidentielles ;
- les véhicules automoteurs destinés à des personnes moins valides dont la vitesse maximum est inférieure ou égale à 25 km/h ;
- maximum 3 oldtimers (plaque O) pour autant qu'ils nous aient été signalés lors de la souscription de la police et lors de toute modification des véhicules assurés.

Article 3 - Etendue territoriale

La garantie est acquise :

- Pour le recours civil extracontractuel (article 4.1.) et la défense pénale (article 4.2.), pour vous et pour vos proches, lorsque le sinistre se produit dans le monde entier
- Pour tous les autres cas lorsque le fait générateur du sinistre survient dans un des pays indiqués sur la carte internationale d'assurance automobile "carte verte"

Article 4 - Sinistres couverts

4.1. Le recours civil extracontractuel :

Nous intervenons pour le recours civil extracontractuel :

- en vue d'obtenir l'indemnisation de l'assuré pour tout dommage encourus par ce dernier et causés par un tiers.
- visant à obtenir l'indemnisation de l'assuré sur base de la législation sur les accidents du travail.
- fondé sur l'article 29 bis de la loi du 21 novembre 1989 relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ou de dispositions analogues de droit étranger, chaque fois que vous ou un de vos proches peut exercer pareil recours.

4.2. La défense pénale

Nous intervenons pour la défense pénale d'un assuré lors de poursuites devant un tribunal pénal pour toute infraction, même qualifiée de faute lourde ou relative au permis de conduire et, y compris, le recours en grâce éventuel si l'assuré est privé de sa liberté et la demande de réhabilitation, introduit suite à un sinistre couvert. Nous intervenons également pour exercer un recours devant un tribunal pénal pour contester un ordre de paiement pour une amende routière.

4.3. La défense civile extracontractuelle

Nous intervenons pour la défense civile extracontractuelle de l'assuré contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers, aux conditions expresses qu'il y ait conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur automobile couvrant sa responsabilité civile et que le contrat souscrit auprès de cet assureur soit en vigueur.

4.4. La défense administrative

Nous intervenons pour la défense de vos droits ou d'un de vos proches concernant l'immatriculation, les diverses taxes, le contrôle technique, la réquisition par l'autorité publique compétente du véhicule désigné, le permis de conduire ou une contestation devant le Tribunal de Police d'une sanction administrative communale.

4.5. Contractuel Assurances

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application de garanties d'assurances souscrites auprès d'un autre assureur et qui doivent sortir leurs effets au bénéfice d'un assuré, à l'exclusion des contestations relatives au non-paiement des primes ou à la suspension / résiliation de ces garanties d'assurance.

4.6. Contractuel Véhicule

Nous intervenons pour la défense des intérêts d'un assuré l'opposant à un tiers dans tout sinistre contractuel portant sur le véhicule désigné pour autant que la première immatriculation du véhicule désigné remonte à moins de 12 ans au jour de son achat par l'assuré.

Nous intervenons pour le sinistre contractuel concernant un véhicule automoteur pris en location pendant maximum 30 jours consécutifs par vous ou un de vos proches avec un professionnel de la location établi dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco, au Liechtenstein ou au Royaume Uni,

Article 5 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie ne s'applique pas :

- 5.1. Aux dommages subis par les choses transportées par l'assuré à titre onéreux ;
- 5.2. Lorsque le sinistre survient pendant la préparation ou la participation à une course ou un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse, autorisé ou non ; cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'assuré participe à un rallye touristique ;
- 5.3. Lorsque nous démontrons que le sinistre résulte d'une faute lourde dans le chef de l'assuré énumérées ci-après : coups et blessures volontaires, de fraude et/ou escroquerie, de vol, de violence, d'agression, de vandalisme, de transport de drogue, de transport de biens de contrebande ou de traite d'êtres humains. Cependant, la garantie sera acquise en cas d'acquiescement de l'assuré par une décision judiciaire définitive passée en force de chose jugée ;
- 5.4. Lorsque le sinistre qui trouve son origine dans une infraction relative à une redevance de stationnement qui a entraîné une proposition de transaction par le Ministère public ou le défaut de paiement de la redevance de stationnement établie par le service communal compétent, n'excède pas le montant initial de 60 € ;
- 5.5. Pour les sinistres relatifs aux poursuites pénales d'un assuré pour des crimes ou des crimes correctionnalisés ;
- 5.6. En cas de sinistre lorsque le conducteur a été privé du droit de conduire ou que son permis de conduire lui a été retiré et qu'il conduit un véhicule pendant cette période alors qu'il n'a pas encore pu légalement récupérer son permis de conduire
- 5.7. Pour toutes les procédures de sanctions administratives communales ou provinciales ouvertes sur des faits volontaires ;
- 5.8. Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Article 6 - Prestations assurées

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission Fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessous est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à maximum 40.000 € par sinistre :

- 6.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes

6.2. Les frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement par transport public (en avion - classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel avec un maximum de 125 € par jour et par assuré) nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise et ordonnée par décision judiciaire ;
- victime lorsque la comparution de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le tribunal.

6.3. Le cautionnement

Lorsqu'à la suite de l'usage du véhicule désigné ou d'un accident de circulation l'assuré est détenu préventivement ou le véhicule désigné est saisi, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré ou la restitution du véhicule.

L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds.

Dès que la caution est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse immédiatement la somme que cette dernière a avancée.

6.4. L'insolvabilité

Lorsque l'assuré est victime d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco, au Liechtenstein ou au Royaume Uni, et causé par un tiers dûment identifié et insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre, les indemnités incombant à ce tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur. Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation n'est alors due que sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident. La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel ou le dommage corporel que l'assuré a encouru résulte de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence ou vandalisme ou d'infraction contre la foi publique. Nous aiderons l'assuré pour introduire son dossier et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être faite.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de notre prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 10.000 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au marc le franc.

6.5. Le rapatriement du véhicule

Cette prestation n'est acquise que pour autant qu'il en soit expressément fait mention aux conditions particulières de la police. Lorsque le véhicule désigné, se trouvant en pays étranger (pour autant que l'assuré n'y réside pas en ordre principal), est rendu inutilisable à

la suite d'un accident de la circulation couvert par le contrat, nous assumons, à concurrence de la valeur vénale du véhicule et sans dépasser un montant de 1.250 € par sinistre, le remboursement des frais de son rapatriement par une voie que nous aurons acceptée, à l'exception des frais de dépannage et de sauvegarde.

Si vous décidez de ne pas rapatrier votre véhicule accidenté, nous vous remboursons, jusqu'à concurrence de 1.250 € par sinistre, le montant des frais de douane qui vous auraient été réclamés par les autorités du pays dans lequel le véhicule est vendu.

6.6. L'avance de fonds - dégâts matériels au véhicule désigné

Lorsque le véhicule désigné est endommagé par un tiers, à la suite d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco, au Liechtenstein ou au Royaume uni et pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier et dans la mesure où nous recevons confirmation de la prise en charge par la Compagnie

d'assurances d'un montant déterminé, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant en principal des dégâts matériels au véhicule désigné, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 6.250 € par sinistre.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés à l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. La prestation n'est pas due lorsque les dégâts matériels au véhicule désigné résultent d'un vol, d'une tentative de vol ou de vandalisme.

6.7. L'avance de fonds - Dommage corporel subi par un assuré

Lorsque vous ou un de vos proches subit un dommage corporel causé par un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco, au Liechtenstein ou au Royaume Uni, et pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant de l'indemnité afférent au dommage corporel décrit à l'alinéa suivant, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 6.250 € par sinistre. L'avance de fonds couvre les frais médicaux qui sont restés à charge de l'assuré après intervention d'un organisme (mutuelle ...) quel qu'il soit, ainsi que la perte de revenus résultant de l'accident. L'assuré nous fournit les justificatifs ainsi qu'un tableau récapitulatif détaillé indiquant le montant dont l'assuré sollicite l'avance.

Les victimes bénéficiaires d'une assurance couvrant l'accident du travail ou sur le chemin du travail ne bénéficient pas de la présente prestation.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés, l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 6.250 € par sinistre, l'avance de fonds est payée par préférence à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants, ensuite aux autres assurés au marc le franc.

6.8. L'assistance psychologique

La garantie inclut une assistance psychologique à un assuré victime d'un accident (couvert par le présent contrat) avec lésion corporelle ou à un parent ayant la qualité d'assuré qui a perdu un enfant (ayant la qualité d'assuré) dans un accident (couverts par le présent contrat). Nous mettons à disposition un psychologue avec un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés de 1.250 € dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

Prestations complémentaires

Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré dans le contrat pour un montant maximum de 2.500 € par sinistre et par année d'assurance.

PJ AUTO « FIX »

Le volet 3 des conditions spéciales « PJ Auto Fix » ne sont d'application que pour autant qu'il en soit expressément fait mention aux conditions particulières du contrat.

Les mots en italique sont définis dans les Dispositions communes, sous le titre « Définitions ».

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1. Vous ainsi que vos proches sont assurés en qualité de :
 - 1.1.1. Propriétaire, détenteur, conducteur ou passager du véhicule désigné ;
 - 1.1.2. Conducteur autorisé du véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné, appartenant à un tiers, lorsque ce véhicule remplace le véhicule désigné temporairement inutilisable pendant les 30 premiers jours à compter du jour où le véhicule désigné est devenu inutilisable ;
 - 1.1.3. Passager d'un véhicule autre que le véhicule désigné, soumis à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, appartenant à un tiers ;
 - 1.1.4. Conducteur occasionnel et autorisé d'un véhicule automoteur de même catégorie que le véhicule désigné et appartenant à un tiers (par exemple : véhicule partagé)
- 1.2. Ont également la qualité d'assuré :
 - 1.2.1. Le conducteur autorisé du véhicule désigné ;
 - 1.2.2. Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit du véhicule désigné.
- 1.3. Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2 - Quel véhicule est assuré ?

Le véhicule désigné : le véhicule automoteur désigné aux Conditions particulières par son numéro d'immatriculation de sa plaque gouvernementale ou son numéro de châssis, ainsi que sa remorque y attelée, munie de la plaque du véhicule tracteur, dont la masse maximale autorisée n'excède pas 750 kg.

Dans les polices combinées dans lesquelles la PJ Auto + la PJ Habitation + la PJ Vie privée ou PJ Auto + la PJ Flex Tax Advantage ou PJ Auto + la PJ Full Tax Advantage sont souscrites ensemble, les véhicules ci-dessous qui vous appartiennent ou à vos proches sont également considérés comme véhicule assuré :

- les deux roues avec ou sans moteur, quads et trikes ;
- les remorques/caravanes non résidentielles ;
- les véhicules automoteurs destinés à des personnes moins valides dont la vitesse maximum est inférieure ou égale à 25 km/h ;
- maximum 3 oldtimers (plaque O) pour autant qu'ils nous aient été signalés lors de la souscription de la police et lors de toute modification des véhicules assurés.

Article 3 - Etendue territoriale

- 3.1. La garantie est acquise lorsque le fait générateur du sinistre survient dans un des pays indiqués sur la carte internationale d'assurance automobile "carte verte"
- 3.2. En cas de « contractuel véhicule » (article 4.5.), la garantie est acquise lorsque le fait générateur du sinistre survient dans de pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco, au Liechtenstein ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée dans un de ces pays.

Article 4 - Sinistres couverts

- 4.1. **Le recours civil extracontractuel**
Nous intervenons pour le recours civil extracontractuel en vue d'obtenir l'indemnisation de l'assuré pour tout dommage résultant de lésions corporelles ou de dégâts aux biens encourus par ce dernier et causés par un tiers.
Le recours visant à obtenir l'indemnisation d'un assuré sur base de la législation sur les accidents du travail.
- 4.2. **La défense pénale**
Nous intervenons pour la défense pénale d'un assuré lors de poursuites devant un tribunal pénal pour toute infraction, même qualifiée de faute lourde ou relative au permis de conduire et, y compris, le recours en grâce éventuel si l'assuré est privé de sa liberté et la demande de réhabilitation, introduit suite à un sinistre couvert. Nous intervenons également pour exercer un recours devant un tribunal pénal pour contester un ordre de paiement pour une amende routière.
- 4.3. **La défense civile extracontractuelle**
Nous intervenons pour la défense civile extracontractuelle de l'assuré contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers, aux conditions expresses qu'il y ait conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur R.C. automobile couvrant sa responsabilité civile et que le contrat souscrit auprès de cet assureur soit en vigueur.

4.4. Contractuel Assurances

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application de garanties d'assurance « R.C. Auto », « Vol Auto » ou « Dégâts matériels Auto », et qui doivent sortir leurs effets au bénéfice d'un assuré, à l'exclusion des contestations relatives au non-paiement des primes ou à la suspension / résiliation de ces garanties d'assurance.

4.5. Contractuel Véhicule

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré concernant le litige contractuel portant sur l'exécution de la réparation du véhicule désigné par un réparateur professionnel pour autant que cette réparation soit la conséquence directe d'un accident de la circulation couvert par le présent contrat.

Article 5 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie ne s'applique pas :

- 5.1. Aux dommages subis par les choses transportées par l'assuré à titre onéreux ;
- 5.2. Lorsque le sinistre survient pendant la préparation ou la participation à une course ou un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse, autorisé ou non ; cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'assuré participe à un rallye touristique.
- 5.3. Lorsque nous démontrons que le sinistre résulte d'une faute lourde dans le chef de l'assuré énumérées ci-après : coups et blessures volontaires, de fraude et/ou escroquerie, de vol, de violence, d'agression, de vandalisme, de transport de drogue, de transport de biens de contrebande ou de traite d'êtres humains. Cependant, la garantie sera acquise en cas d'acquiescement de l'assuré d'assurance par une décision judiciaire définitive passée en force de chose jugée ;
- 5.4. En cas de sinistre lorsque le conducteur a été privé du droit de conduire ou que son permis de conduire lui a été retiré et qu'il conduit un véhicule pendant cette période alors qu'il n'a pas encore pu légalement récupérer son permis de conduire
- 5.5. Pour les sinistres relatifs aux poursuites pénales d'un assuré pour des crimes ou des crimes correctionnalisés ;

Article 6 - Prestations assurées

- 6.1. Notre Plafonds d'intervention et seuil d'intervention par sinistre :

GARANTIES COUVERTES	ARTICLE	PLAFONDS	SEUIL*
Recours civil extra-contractuel	art.4.1.	25.000 €	125 €
Défense pénale	art.4.2.	25.000 €	/
Défense civile extra-contractuelle	art.4.3.	10.000 €	125 €
Contractuel assurance	art.4.4.	10.000 €	125 €
Contractuel véhicule	art.4.5.	10.000 €	125 €
* en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger, notre seuil d'intervention est de 2.000 € par sinistre			

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

- 6.2. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence des montants indiqués à l'article 6.1., mais sans jamais dépasser un montant maximum de 25.000 € par sinistre :

6.2.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes

6.2.2. Les frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement par transport public (en avion - classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel avec un maximum de 125 € par jour et par assuré nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise et ordonnée par décision judiciaire ;
- victime lorsque la comparution de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le tribunal.

6.2.3. L'insolvabilité

Lorsque l'assuré est victime d'un accident de la circulation survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint-Marin, de Monaco ou au Royaume Uni causé par un tiers dûment identifié et insolvable.

Nous payons, jusqu'à concurrence de 6.500 € par sinistre, sous déduction d'une franchise de 125 € par sinistre, les indemnités incombant à ce tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur. Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation n'est alors due que sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident.

La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel et ou le dommage corporel que l'assuré a encouru résulte de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence de vandalisme et d'infraction contre la foi publique. Nous aiderons l'assuré pour introduire son dossier et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de notre prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 6.500 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants ayant la qualité d'assuré et ensuite aux autres assurés au marc le franc. En cas de pluralité de bénéficiaires, la franchise de 125 € par sinistre est supportée par ceux-ci au marc le franc des indemnités accordées.

6.2.4. Le rapatriement du véhicule

Cette prestation n'est acquise que pour autant qu'il en soit expressément fait mention aux conditions particulières de la police. Lorsque le véhicule désigné, se trouvant en pays étranger, est rendu inutilisable à la suite d'un accident de la circulation couvert par le contrat, nous assumons, à concurrence de la valeur vénale du véhicule et sans dépasser un montant de 750 € par sinistre, le remboursement des frais de son rapatriement par une voie que nous aurons accepté par écrit.

Si vous décidez de ne pas rapatrier votre véhicule accidenté, nous vous remboursons, jusqu'à concurrence de 750 € par sinistre, le montant des frais de douane qui vous auraient été réclamés par les autorités du pays dans lequel le véhicule est vendu.

Prestations complémentaires

Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré dans le contrat pour un montant maximum de 2.500 € par sinistre et par année d'assurance.

PJ NON AUTO

MEDIATION SERVICES ALL-IN

La médiation Services All-In est d'application si la protection Juridique Vie privée et / ou habitation avec option Full Tax Advantage, Full, Flex Tax Advantage ou Flex est souscrite

Complémentairement aux définitions précisées dans les dispositions communes, il est précisé la portée du terme suivant :

Médiation :

Dans le contexte du contrat, on entend par médiation la seule médiation volontaire ; à savoir la méthode par laquelle des parties en litige font appel, sur base volontaire, à un tiers indépendant et impartial (le médiateur agréé par la Commission Fédérale de Médiation) pour essayer, sans intervention d'un juge et en conformité avec les dispositions légales en matière de médiation, de résoudre ce litige par une solution amiable. Le médiateur agréé a pour mission de faciliter, structurer et coordonner les négociations, entre les parties en conflit, sans leur imposer de solution.

Article 1 - Qui est assuré ?

Vous et vos proches, pour autant que vous avez votre résidence principale en Belgique.

Article 2 - Objet de la garantie

Assurer votre défense en cas de recours à une médiation civile, commerciale dans le cadre de la vie privée selon les modalités des garanties du présent contrat telles que définies ci-après La garantie ne s'applique pas aux conflits qui résultent de la vie professionnelle, même si ces situations ont des conséquences sur votre vie privée.

Si la protection Juridique Vie privée Full Tax Advantage , Full, Flex Tax Advantage a été souscrite :

Assurer votre défense en cas de recours à une médiation sociale lorsque l'assuré à la qualité de salarié, d'appointé, d'apprenti, de fonctionnaire européen ou d'agent au service de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une Province ou d'une Commune selon les modalités des garanties du présent contrat.

Article 3 - Sinistres couverts

Tous les sinistres sont couverts sauf les exclusions citées à l'article 13 des dispositions communes.

Article 4 - Prestations assurées

Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 2.500 € par sinistre et avec un maximum de 5.000 € par année d'assurance :

Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré, à savoir :

- les honoraires et frais du médiateur agréé par la Commission Fédérale de Médiation, librement choisi, les honoraires et frais d'avocat et de conseil technique éventuel ;
- les frais qui restent à charge de l'assuré pour l'homologation de l'accord de médiation.

Article 5 - Etendue territoriale

La garantie est accordée pour les sinistres survenus en Belgique.

Article 6 - Seuil d'intervention

Notre seuil d'intervention est de 350 € par sinistre.

Article 7 - Délai d'attente

La garantie est acquise après un délai d'attente de 3 mois.

Article 8 - Libre choix

Le présent article remplace et abroge l'article 8 des dispositions communes. Lorsqu'il faut recourir à une procédure et par extension à une médiation, l'assuré a la liberté de choisir un médiateur ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable.

Toutefois, si l'assuré porte son choix sur un médiateur et/ou avocat et/ou expert exerçant dans un pays autre que celui où la mission doit être effectuée, il supportera lui-même les frais et honoraires supplémentaires qui résultent de ce choix.

Lorsque plusieurs assurés possèdent des intérêts convergents, ils se mettent d'accord pour désigner un seul médiateur et/ou avocat et/ou expert. A défaut, le libre choix d'un médiateur et/ou avocat et/ou expert est exercé par vous.

L'assuré qui fait choix d'un médiateur et/ou avocat et/ou expert doit communiquer les noms et adresses de ce dernier en temps opportun, pour que nous pouvons le contacter et lui transmettre le dossier que nous avons préparé.

L'assuré nous tient informé de l'évolution du dossier. A défaut, après avoir rappelé cet engagement au médiateur et/ou avocat et/ou expert de l'assuré, nous sommes dégagés de notre obligation dans la mesure du préjudice que nous prouverons avoir subi du fait de ce manque d'information.

Le Bureau de Règlement prend en charge les frais et honoraires qui résultent de l'intervention d'un seul médiateur et/ou avocat et/ou expert. Cette limitation ne peut être appliquée lorsque l'assuré se voit obligé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de prendre un autre médiateur et/ou avocat et/ou expert.

En aucun cas, nous ou le Bureau de Règlement sommes responsables des activités du médiateur et/ou avocat et/ou expert intervenant pour l'assuré.

PARTIE I PJ HABITATION

La Protection juridique Family Habitation est d'application pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Article 1 - Qui est assuré ?

Vous et vos proches pour autant que vous avez votre résidence principale en Belgique.

Article 2 - Quel est le *bien assuré* ?

2.1. Immeuble

2.1.1. L'immeuble ou partie de bâtiment qui sert de résidence principale et l'immeuble qui sert de résidence secondaire dont l'assuré a la qualité de propriétaire occupant ou d'occupant et qui sont désignés dans les conditions particulières. Ces biens immobiliers peuvent être affectés à un usage privé ou mixte. La notion d'immeuble est étendue aux :

- cours, clôtures, jardins, piscine ;
- biens attachés aux fonds à perpétuelle demeure (article 525 du Code civil), à l'exclusion des biens considérés comme du matériel ;
- biens réputés immeubles par incorporation tels que salle de bain installée, cuisine équipée, compteurs, raccordements, installations de chauffage ;
- annexes et dépendances de l'immeuble dans la mesure où elles sont affectées au même usage que celui-ci.

2.1.2. Les unités d'habitation complémentaires

On entend par unité d'habitation complémentaire, tout immeuble ou partie d'immeuble appartenant à l'assuré qui sont loués ou occupés par une personne autre que les assurés tels que repris à l'article 1 des présentes conditions spéciales ou tout autre immeuble dont l'assuré a la qualité de propriétaire ou d'occupant autre que la résidence principale ou secondaire désignée dans les conditions particulières.

Ces biens immobiliers peuvent être donnés en location, peuvent être affectés à un usage privé ou mixte et sont désignés dans les conditions particulières.

La notion d'immeuble est étendue aux :

- cours, clôtures, jardins, piscine ;
- biens attachés aux fonds à perpétuelle demeure (article 525 du Code civil), à l'exclusion des biens considérés comme du matériel ;
- biens réputés immeubles par incorporation tels que salle de bain installée, cuisine équipée, compteurs, raccordements, installations de chauffage ;
- annexes et dépendances de l'immeuble dans la mesure où elles sont affectées au même usage que celui-ci.

2.1.3. Les chambres d'étudiants dont l'assuré est propriétaire ou locataire et qui sont occupés par des personnes assurées.

2.1.4. Les garages dont l'assuré est propriétaire ou locataire et qui sont utilisés par des personnes assurées et situés à une autre adresse que votre habitation assurée.

2.1.5. Les terrains à usage privé ou mixte dont l'assuré est propriétaire et qui sont mentionnés aux conditions particulières.

2.2. Contenu

2.2.1. L'ensemble des biens qui se trouvent dans l'immeuble désigné y compris dans ses cours, jardins, annexes et dépendances et qui appartiennent ou sont confiés à l'assuré. En ce qui concerne les véhicules automoteurs, nous limitons le contenu à maximum trois véhicules automoteurs en état de marche et non destinés à la vente professionnelle.

2.2.2. N'est pas assuré le contenu à usage professionnel (notamment le mobilier, le matériel et les marchandises).

- **Par mobilier, on entend** : tout bien meuble se trouvant dans l'immeuble désigné, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants ;
- **Par matériel, on entend** : les biens même attachés aux fonds à perpétuelle demeure, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants et qui ne constituent pas des marchandises.
- **Par marchandises, on entend** : les approvisionnements, matières premières, denrées, produits en cours de fabrication, produits finis, emballages, déchets, propres à l'exploitation professionnelle ou aux travaux d'entretien et de réparation ainsi que les biens appartenant à la clientèle.

Article 3 - Etendue territoriale

La garantie est acquise dans les pays membres de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Saint Marin, à Monaco, à Andorre ou au Royaume Uni pour autant que la mise en œuvre de la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans le pays où est situé le bien assuré ou devant une juridiction belge.

OPTION Habitation Fix

Les garanties (articles 4.1. à 4.8.) ci-dessous sont assurées si l'option Habitation Fix est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

4.1. L'assistance d'expertise relative au bien assuré

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré relatifs à la fixation des dommages résultant d'un sinistre frappant un contrat d'assurance couvrant le bien assuré défini à l'article 2 ;

4.2. Le recours civil extracontractuel

Nous intervenons pour le recours civil extra-contractuel en vue d'indemniser l'assuré pour tout dommage résultant d'une atteinte au bien assuré décrit à l'article 2 et causé par un tiers, en ce compris le recours civil relatif à :

- la responsabilité contractuelle de l'occupant ou du locataire pour les dommages au bien assuré, exclusivement pour les dommages causés qui surviennent pendant la période de location, pour les dommages causés par un incendie ou pour les dommages causés par le fait de personnes de sa maison ou par le fait de ses sous-locataires.
- la responsabilité contractuelle du bailleur pour les dommages aux biens assurés, basé exclusivement sur l'article 1302 du Code civil ou causés par un défaut du bien assuré.

4.3. La défense pénale

Nous intervenons pour la défense pénale d'un assuré lors de poursuites devant un tribunal pénal pour toute infraction, directement liée à l'usage, la possession ou la propriété du bien assuré, aux lois et règlements, y compris, le recours en grâce éventuel si l'assuré est privé de sa liberté et la demande de réhabilitation, introduits suite à un sinistre couvert, à l'exclusion des poursuites liées à l'exercice d'une activité professionnelle.

4.4. La défense civile extracontractuelle

Nous intervenons pour la défense civile extracontractuelle de l'assuré contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers, à la condition expresse qu'il y ait un conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur R.C. Vie Privée couvrant sa responsabilité civile ou le volet responsabilité de l'assurance incendie du bien assuré ou la RC ascenseur du bien assuré.

4.5. Contestations avec les voisins

Nous intervenons en cas d'un sinistre relatif à un trouble de voisinage anormal et excessif au sens du Code Civil pour autant que ce trouble de voisinage ne soit pas préexistant à la souscription de la police. Il ne doit pas être lié à l'exercice d'une activité professionnelle dans le chef de l'assuré.

4.6. Contractuel Assurances

Nous intervenons pour défendre les intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application de garanties d'assurance couvrant le bien assuré souscrites à son bénéfice auprès d'un assureur agréé et qui doivent sortir leurs effets et qui concernent le bien assuré. Nous ne couvrons pas les sinistres concernant les contestations relatives au non-paiement de primes ou à la suspension / résiliation de ces garanties d'assurances.

4.7. La résidence de villégiature

Nous intervenons pour l'assistance d'expertise (article 4.1.), le recours civil extracontractuel (article 4.2.) et la défense pénale (article 4.3.) lorsque le sinistre porte sur la résidence de villégiature appartenant à un tiers et son contenu pris en location (ou occupé) par l'assuré, pour autant que cet immeuble serve exclusivement de simple habitation et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance.

4.8. Protection des données personnelles

Nous intervenons dans la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre relatifs à une atteinte à la protection de ses données personnelles au sens de la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel, lorsque ces traitements ne sont pas conformes à ladite législation. Et ce dans le cadre de l'utilisation de biens réputés immeubles par incorporation au bien assuré, ces biens étant connectés à internet (objets connectés).

OPTION Habitation Flex

Les garanties (articles 4.9. à 4.12.) ci-dessous sont couvertes en plus de ce qui est couvert dans l'option Habitation Fix si l'option Habitation Flex est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

4.9. Frais de recherche

Nous intervenons pour prendre en charge les frais de recherche pour autant que les trois conditions suivantes soient réunies : un dommage au bien assuré, qu'un tiers responsable soit identifiable et que les frais de recherche ne puissent pas être pris en charge par un assureur couvrant le risque incendie et assurance technique.

4.10. Etat des lieux contradictoire

Nous intervenons pour la prise en des frais afin d'établir un état des lieux contradictoire préalable à l'exécution de travaux (privés ou publics) dans le voisinage.

4.11. Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature

Nous intervenons les litiges contractuels concernant la résidence de villégiature appartenant à un tiers avec une agence de voyage, un intermédiaire de location de vacances, une plateforme de location en ligne, un propriétaire pour les vacances et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance.

4.12. Contrats immeuble

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts lorsque le sinistre relatif au bien assuré visé à l'article 2 porte sur :

4.12.1. L'entretien, la réparation ou la rénovation de l'immeuble ;

4.12.2. L'achat, la mise en place, l'entretien ou la réparation des biens destinés à devenir immeubles par incorporation.

OPTION Habitation Full

Les garanties (articles 4.13. à 4.19.) Ci-dessous sont couvertes en plus de ce qui est couvert dans les options Habitation Fix et Habitation Flex si l'option Habitation Full est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

4.13. L'expropriation du bien assuré

Nous intervenons pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré lors d'une expropriation totale ou partielle du bien assuré ordonnée par les autorités publiques en cas de contestations portant sur :

- la fixation de l'indemnité,
- le caractère d'utilité publique,
- le non-respect de la procédure,
- la justification de la procédure d'extrême urgence,

4.14. Limite du bien assuré

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré lorsque le sinistre relatif concerne la mitoyenneté, les arbres, haies et clôtures ou le bornage du bien assuré.

4.15. L'achat ou la vente d'un immeuble

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré lorsque le sinistre porte sur :

- l'achat de la maison ou de l'appartement qui vous sert ou vous servira d'habitation à usage familiale (principale ou secondaire) ;
- l'achat du terrain qui servira pour la construction de votre maison unifamiliale destinée à devenir votre résidence principale ;
- la vente du bien assuré.

4.16. Droit fiscal

Nous intervenons pour la défense des droits de l'assuré en matière de fiscalité relative au bien assuré.

4.17. Contractuel location

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré en cas de sinistre relatif à l'exécution d'un contrat de bail portant sur le bien assuré et défini à l'article 2, à l'exclusion de la récupération du non-paiement des loyers, des charges locatives et autres accessoires du contrat ainsi que de toutes les conséquences qui en résultent directement ou indirectement.

Cette garantie est acquise pour autant que l'assuré n'ait pas laissé sciemment survenir les circonstances qui ont donné lieu à la réalisation de cet événement.

4.18. Droit administratif

Nous intervenons pour la défense des droits de l'assuré en matière de droit administratif relative au bien assuré lorsqu'une décision administrative porte préjudice à celui-ci, exclusivement à titre individuel.

4.19. Droits réel

Nous intervenons pour la défense des droits de l'assuré en matière des droits réels suivants : le droit d'usufruit, d'usage, d'emphytéose, des servitudes et de l'hypothèque.

Article 5 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie n'est pas acquise aux sinistres :

- 5.1. Relatifs, en tout ou en partie, au droit de la copropriété (notamment le Chapitre III intitulé « De la copropriété » inséré dans le Titre II du Livre II du Code civil ainsi que toute disposition légale ou réglementaire qui le complète ou le remplace, et toute disposition équivalente de droit étranger) sauf si le dommage sur le bien assuré résulte de l'absence d'initiative de l'association des copropriétaires.

- 5.2. Relatifs à la gestion du bien assuré.
- 5.3. Relatifs à l'achat, à la vente de tout édifice clé sur porte (en ce compris maison et appartement ...).
- 5.4. Relatifs à tous les travaux au bien assuré qui ont été entamés ou effectués pendant l'exécution des travaux qui sont légalement ou réglementairement soumis à autorisation (permis de bâtir, ...) émanant de l'autorité publique compétente et/ou à intervention d'un architecte ou pendant les 6 mois qui suivent la réception définitive de ces travaux.
Néanmoins, nous apporterons une assistance à l'assuré pour la constitution du dossier, ainsi que les modalités d'introduction de la demande auprès d'une entité de règlement extra-judiciaire des conflits compétente pour son sinistre.
- 5.5. Relatifs au contenu appartenant à l'assuré dans un sinistre ou différend d'ordre contractuel à l'exception de ce qui est prévu à l'article 4.6. (Contractuel assurances) ; 4.11. (Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature) et à l'article 4.12 (Contrats immeubles) ; 4.15. (L'achat ou la vente immeuble) ; 4.17 (contractuel location).
- 5.6. Relatif à la défense pénale de l'assuré âgé de plus de 16 ans au moment des faits pour :
 - les crimes et les crimes correctionnalisés.
 - les autres infractions intentionnelles à moins qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ait prononcé l'acquittement.
- 5.7. Qui concernent l'activité professionnelle dans le cadre de l'article 4.12. seuls les sinistres relevant de la vie privée sont couverts.
- 5.8. Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Article 6 - Prestations assurées

- 6.1. Plafond d'intervention, seuil d'intervention et délai d'attente par sinistre :

GARANTIES COUVERTES	ARTICLES	PLAFONDS	SEUIL *	DELAÏ D'ATTENTE	FIX	FLEX	FULL
L'assistance d'expertise relative au bien assuré	art.4.1.	20.000 €	1.000 € /2.500 € **	/	V	V	V
Recours civil extra-contractuel	art.4.2.	125.000 €	350 €	/	V	V	V
Défense pénale	art.4.3.	125.000 €	/	/	V	V	V
Défense civile extra-contractuelle	art.4.4.	125.000 €	350 €	/	V	V	V
Contestation avec les voisins	art.4.5.	20.000 € par sinistre et par année d'assurance	0 €	/	V	V	V
Contractuel assurances	art.4.6.	20.000 €	350 €	/	V	V	V
Résidence de villégiature	art.4.7.	20.000 €	350 €	/	V	V	V
Protection des données personnelles	art.4.8.	20.000 €	0 €	/	V	V	V
Frais de recherche	art.4.9.	20.000 €	350 €	/	X	V	V
Etat des lieux contradictoire	art.4.10.	20.000 €	0 €	/	X	V	V
Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature	art.4.11.	10.000 € par sinistre et par année d'assurance	350 €	6 mois	X	V	V
Contrats immeuble	art.4.12.	20.000 €	350 €	3 mois	X	V	V
Expropriation du bien assuré	art.4.13.	20.000 €	350 €	6 mois	X	X	V
Limite du bien assuré	art.4.14.	20.000 €	350 €	3 mois	X	X	V
L'achat ou la vente d'immeuble	art.4.15.	20.000 €	350 €	3 mois	X	X	V
Droit fiscal	art.4.16.	20.000 €	350 €	12 mois	X	X	V
Contractuel location	art.4.17.	12.500 €	350 €	6 mois	X	X	V
Droit administratif	art.4.18.	20.000 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit réel	art.4.19	20.000 €	350 €	6 mois	X	X	V
V	COUVERT						
X	NON COUVERT						

* - Sauf en cas de défense pénale de l'assuré, notre seuil d'intervention est de 1.000 € par sinistre pour l'option Full et est de 2.500 € par sinistre pour les options Fix et Flex , en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger.

** - Dans le cadre de la garantie Assistance d'expertise, notre seuil d'intervention est de 1.000 € par sinistre pour l'option Full et est de 2.500 € par sinistre pour les options Fix et Flex. Dans le cas où dommage est inférieur au seuil d'intervention, nous apporterons notre assistance sans prendre en charge des frais externes.

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

6.2. Indépendamment des frais de nos propres services exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge jusqu'à concurrence des montants indiqués à l'article 6.1., mais sans jamais dépasser un montant maximum de 125.000 € par sinistre :

6.2.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes.

6.2.2. L'insolvabilité

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, en application d'un cas d'assurance « recours civil extra-contractuel » (article 4.2.), un assuré subit un dommage causé par un tiers dûment identifié et reconnu insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, avec une franchise de 250 € par sinistre, les indemnités incombant au tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation est limitée à la partie incontestablement due et constatée de commun accord entre nous et l'assuré. Notre éventuelle prestation supplémentaire sera uniquement due sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident.

La prestation n'est pas due lorsque les dégâts au bien assuré résultent de de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence de vandalisme et d'infraction contre la foi publique.

6.2.3. Le cautionnement

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, l'assuré est détenu préventivement, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré.

L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds. Dès que la caution pénale est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse sans délais la somme avancée.

6.2.4. L'avance de franchise Responsabilité Civile

Lorsque le tiers responsable reste en défaut de payer à l'assuré la franchise légale de sa police d'assurance de "Responsabilité Civile", nous procédons à l'avance du montant de cette franchise, jusqu'à concurrence de 1.250 €, pour autant que la responsabilité, totale ou partielle, de ce tiers ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous ait confirmé son intervention. Si ce tiers verse le montant de la franchise à l'assuré, ce dernier est tenu de nous en informer et de nous rembourser immédiatement le montant.

PARTIE II PJ VIE PRIVÉE

La Protection juridique Family Vie privée est d'application pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1.** Vous pour autant que vous ayez votre résidence principale en Belgique ainsi que vos proches sont assurés :
 - 1.1.1.** Dans le cadre de la vie privée.

La vie privée s'entend de tous les faits, actes ou omissions, à l'exclusion de ceux et celles qui découlent de l'exercice d'une activité dont vous pouvez tirer des moyens d'existence.
 - 1.1.2.** Dans le cadre d'une activité professionnelle telle que mentionnée dans les dispositions spéciales :

Nous entendons par activité professionnelle toute occupation déterminée dont on peut tirer des moyens d'existence lorsque vous ou vos proches avez la qualité de salarié, d'appointé, d'apprenti, de fonctionnaire européen ou d'agent au service de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une Province ou d'une Commune.
 - 1.1.3.** Lorsque vous ou vos proches fournissez des services ou prestations dans le cadre d'un contrat de travail d'étudiant.
 - 1.1.4.** Lorsque que vous ou vos proches vous préparez ou participez à une compétition ou à une exhibition sportive sous l'autorité d'une autre personne, gratuitement ou moyennant une rémunération en application de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.
 - 1.1.5.** Lorsque vous ou vos proches avez la qualité de volontaire au sens de la loi du 31 juillet 2005 relatives aux droits des volontaires.
- 1.2.** Ont également la qualité d'assuré
 - 1.2.1.** Les membres du personnel domestique ainsi que les aides familiales lorsqu'elles agissent à votre service privé ou de vos proches ;
 - 1.2.2.** Les personnes assumant, en dehors de toute activité professionnelle, la garde, gratuitement ou non :
 - De vous ou d'un de vos proches
 - Des animaux domestiques dont vous ou un de vos proches êtes propriétaire, lorsqu'elles subissent un dommage résultant de lésions corporelles ou de dégâts aux biens causés par un tiers à l'occasion de cette garde.
- 1.3.** Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2- Sinistres couverts

OPTION Vie Privée Fix

Les garanties (articles 2.1. à 2.12.) ci-dessous sont assurées si l'option Vie Privée Fix est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

- 2.1. Le recours civil extracontractuel**
 - 2.1.1.** Nous intervenons pour le recours civil extracontractuel en vue d'obtenir l'indemnisation de l'assuré pour tout dommage résultant de lésions corporelles ou de dégâts aux biens encourus par l'assuré et causés par un tiers.
 - 2.1.2.** Nous intervenons pour le recours civil fondé sur l'article 29 bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteur ou de dispositions analogues de droit étranger lorsque l'assuré peut exercer pareil recours.
 - 2.1.3.** Nous intervenons pour :
 - le recours civil sur base de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et explosions
 - le recours sur base de la loi du 25.02.1991 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux.
 - le recours civil sur base de la loi 13 novembre 2011 relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique.
- 2.2. Le recours civil extracontractuel - e-Réputation-**

Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extracontractuelle pour tout dommage encouru par l'assuré dans le cadre de la vie privée et causé par un tiers dans le cas d'atteinte à la réputation de l'assuré survenue dans le cadre de la vie privée suite à la diffusion d'informations via Internet (« e-reputation ») : dénigrement, injures, diffamation, ainsi que par la publication via l'internet de déclarations, d'écrits, de photographies ou de vidéos préjudiciables, sans qu'aucun consentement n'ait été donné.

La calomnie et/ou la diffamation consiste en une allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne auquel le fait est imputé.

L'injure correspond à une expression outrageante, terme de mépris ou invective, se distinguant de la diffamation en ce qu'elle ne renferme l'imputation d'aucun fait.

L'atteinte à la vie privée et aux données à caractère personnel peut notamment porter sur les données sensibles (la vie sentimentale, la santé, l'origine ethnique ...) ainsi que les droits de personnalité de l'assuré (droits à l'image, ...). Par « via internet » on entend : via e-mail, spam, lien, site, blog, forum de discussion, réseaux sociaux. La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par l'assuré dans les conditions précisées ci-dessus. Pour bénéficier de la garantie une plainte doit avoir été déposée auprès d'une autorité compétente et le récépissé du dépôt de plainte doit être transmis au Bureau de règlement.

2.3. Vol d'identité

Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extracontractuelle pour tout dommage encouru par l'assuré dans le cadre de sa vie privée et causé par un tiers suite au vol de l'identité de l'assuré.

La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par l'assuré dans les conditions précisées ci-dessus.

2.4. Recours civil extracontractuel immeuble et son contenu

Nous intervenons pour le recours civil extra contractuel pour votre indemnisation ou celle de vos proches pour chaque dommage au bien assuré et / ou à son contenu et causé par un tiers.

Le bien assuré concerne :

- Les bâtiments ou parties de bâtiments affectés à votre résidence principale ou secondaire, en ce compris, s'ils en font partie:
 - les locaux affectés à l'exercice d'une profession libérale
 - les appartements (garages compris) loués ou concédés gratuitement à des tiers, à condition que ces bâtiments en comportent 3 au maximum
 - les ascenseurs et monte-charge
- caravanes résidentielles vous servant de résidence principale ou secondaire
- garages et parkings destinés à votre usage privé
- jardins et terrains sans dépasser au total 5 hectares
- chambres d'étudiants occupés par vos proches.

Le contenu concerne :

L'ensemble des biens qui se trouvent dans l'immeuble désigné y compris dans ses cours, jardins, annexes et dépendances et qui vous appartiennent ou à vos proches ou vous sont confiés ou confiés à vos proches. En ce qui concerne les véhicules automoteurs, nous limitons le contenu à maximum trois véhicules automoteurs en état de marche et non destinés à la vente professionnelle.

N'est pas assuré le contenu à usage professionnel (notamment le mobilier, le matériel et les marchandises).

- **Par mobilier, on entend** : tout bien meuble se trouvant dans l'immeuble désigné, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants ;
- **Par matériel, on entend** : les biens même attachés aux fonds à perpétuelle demeure, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants et qui ne constituent pas des marchandises.
- **Par marchandises, on entend** : les approvisionnements, matières premières, denrées, produits en cours de fabrication, produits finis, emballages, déchets, propres à l'exploitation professionnelle ou aux travaux d'entretien et de réparation ainsi que les biens appartenant à la clientèle.

2.5 La défense pénale

Nous intervenons à l'occasion de poursuites exercées à l'encontre de l'assuré devant les tribunaux répressifs pour des infractions aux lois, arrêtés, décrets et règlements suite à une omission, imprudence, négligence ou un fait involontaire. L'assuré bénéficie d'un recours en grâce par sinistre en cas de condamnation à une peine privative de liberté. Nous intervenons également pour exercer un recours devant un tribunal pénal pour contester un ordre de paiement pour une amende routière.

Toutefois, notre intervention n'est pas acquise lorsque l'assuré a déjà fait l'objet d'un dépôt de plainte, d'une information, d'une instruction, d'une enquête de police ou de poursuites concernant des faits dommageables semblables à moins que la date de dépôt de plainte ou de début d'information, d'instruction, d'enquête de police ou de poursuites remonte à plus de 5 ans ou que la procédure entamée a fait l'objet d'un acquittement.

2.6. La défense civile extracontractuelle

Nous intervenons pour votre défense civile extracontractuelle de l'assuré contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers, à la condition expresse qu'il y ait un conflit d'intérêts entre vous ou vos proches et l'assureur R.C. Vie Privée couvrant la responsabilité civile de l'assuré.

2.7. Accident médical ou faute médicale

Nous intervenons pour le recours civil en vue d'obtenir votre indemnisation ou celle de vos proches pour tout dommage résultant de lésions corporelles encourues par vous ou vos proches et qui sont la conséquence ou une des conséquences d'interventions et/ou de traitements effectués par des titulaires de professions médicales ou paramédicales.

Nous intervenons également pour les recours exercés par l'assuré à l'encontre du fond des accidents médicaux créé par la loi du 31 mars 2010.

2.8. Contractuel Assurance RC Vie Privée

Nous intervenons pour défendre les intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application des garanties d'assurance « Responsabilité Civile Vie Privée », souscrites au bénéfice de l'assuré auprès d'un assureur agréé à l'exclusion des contestations relatives au non-paiement des primes ou à la suspension / résiliation de ces garanties d'assurance.

2.9. Les contestations avec les voisins

Nous intervenons en cas d'un sinistre relatif à un trouble de voisinage anormal et excessif au sens du Code Civil pour autant que ce trouble de voisinage ne soit pas préexistant à la souscription de la police Il ne doit pas être lié à l'exercice d'une activité professionnelle dans le chef de l'assuré.

2.10. Droit disciplinaire

Nous intervenons en cas de sinistre concernant des litiges professionnels relevant d'un organe disciplinaire (Ordre, Institut...), instauré par une loi.

2.11. Données personnelles

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou celle de vos proches pour tout dommage subi par vous ou vos proches relatifs à une atteinte à la protection de vos données numériques personnelles ou celles de vos proches au sens de la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et dans le cadre de l'utilisation par des tiers de ses données.

2.12. Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré par le présent contrat.

OPTION Vie Privée Flex

Les garanties (articles 2.13. à 2.17.) ci-dessous sont couvertes en plus de ce qui est couvert dans l'option Vie Privée Fix si l'option étendue Vie Privée Flex est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

2.13. Contrat de la vie privée

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat conclu par vous ou vos proches dans le cadre de la vie privée et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien de biens mobiliers ainsi que la prestation de services en votre faveur ou celle de vos proches.

2.14. Contractuel assurances

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou celle de vos proches, résultant de sinistres liés à l'interprétation et l'exécution d'une police d'assurance souscrite par vous ou vos proches à l'exception des sinistres relatifs au recouvrement des primes, taxes, frais et indemnités de résiliation.

2.15. Contrat de la vie privée « On Line »

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat conclu sur internet par vous ou vos proches, dans le cadre de la vie privée et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien de biens mobiliers ainsi que la prestation de services en votre faveur ou celle de vos proches.

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat que vous ou vos proches avez conclu sur internet, dans le cadre de la vie privée et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien des biens réputés immeubles par incorporation ainsi que la prestation de services en votre faveur ou celle de vos proches lorsque le sinistre est relatif au bien assuré tel que mentionné à l'article 2.4.

Nous intervenons en cas de litiges contractuels conclu sur internet concernant une résidence de villégiature appartenant à un tiers avec une agence de voyage, un intermédiaire de location de vacances, une plateforme de location en ligne, un propriétaire pour les vacances et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance

2.16. Contrat de la vie privée d'accès à internet

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat conclu par vous ou vos proches, dans le cadre de la vie privée et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien de matérielle électronique permettant un accès à un internet ainsi que les contrats avec un fournisseur internet.

2.17. Utilisation frauduleuse des moyens de paiement

Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extra- contractuelle pour tout dommage encouru par vous ou vos proches dans le cadre de la vie privée et causé par un tiers suite à un usage frauduleux via l'Internet de vos moyens de paiement ou ceux de vos proches dans le but de s'approprier un avantage financier à votre détriment ou au détriment de vos proches (par exemple l'usage frauduleux sur Internet de votre carte de crédit).

La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par vous ou vos proches dans les conditions précisées ci-dessus.

La garantie inclut la défense de vos intérêts ou celle de vos proches résultant de sinistres liés à l'application du Code de droit économique livre VII services de paiement et de crédit – Limitée aux dispositions concernant les services de paiement auprès de l'établissement de crédit de l'assuré, établissement de monnaie électronique ou prestataires de service de paiement, à l'exception des sinistres relatifs au recouvrement des primes, taxes, frais et indemnités de résiliation à votre charge ou à charge de vos proches.

OPTION Vie Privée Full

Les garanties (articles 2.18. à 2.26.) ci-dessous sont couvertes en plus de ce qui est couvert dans les options Vie privée Fix et Vie privée Flex si l'option étendue Vie privée Full est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

2.18. Droit du travail

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend relatif à votre contrat de travail ou contrat de travail de vos proches pour autant qu'il relève de la compétence du tribunal du travail et pour autant que vous ou vos proches ayez la qualité de salarié.

2.19. Droit de la sécurité sociale

Nous intervenons pour tout sinistre ou différend relevant du champ d'application personnel du régime salarié du droit de la sécurité sociale, pour autant que vous ou vos proches ayez la qualité de bénéficiaire de la sécurité sociale (chômage, pension, assurance maladie, allocation familiale et vacances annuelles) ou bénéficiaire d'une des législations suivantes : accident de travail et maladies professionnelles.

2.20. Assistance sociale

2.20.1. Nous intervenons pour tout sinistre ou différend relevant du champ d'application personnel de l'assistance sociale, pour autant que vous ou vos proches soyez bénéficiaires d'une des législations suivantes : revenu d'intégration, statut d'handicapé, revenu garanti aux personnes âgées, prestations familiales garanties.

2.20.2. Notre intervention relative à l'assistance sociale est acquise si vous ou vos proches exercez des fonctions en qualité d'indépendant à titre principal ou accessoire ou en qualité de mandataire social.

2.21. Droit fiscal

Nous intervenons en cas de sinistre vous opposant vous ou vos proches à une administration fiscale et portant sur le Droit fiscal. Toutefois, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la garantie est acquise uniquement sur la matière visée dans la première partie (PARTIE I) de la déclaration fiscale.

2.22. Droit administratif

2.22.1. Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou ceux de vos proches lorsqu'une décision relative administrative vous porte préjudice à vous ou à vos proches exclusivement à titre individuel.

2.22.2. Nous intervenons est étendue dans les limites de l'article 4 au cas de sinistre ou de différend relatif au statut des agents et services de l'Etat, d'une Communauté, d'une région, d'une Province ou d'une Commune.

2.22.3. Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou ceux de vos proches lorsqu'une sanction administrative communale vous est réclamée ou à vos proches.

2.23. Droit scolaire

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou ceux de vos proches lorsqu'une décision non administrative relative au droit scolaire vous porte préjudice ou à vos proches, exclusivement à titre individuel.

2.24. Droit des personnes et de la famille

2.24.1. Nous intervenons en cas de sinistre portant sur le droit de la famille et des personnes pour autant que le lien de parenté ne soit pas supérieur au 3ème degré en ligne directe ou collatérale.

2.24.2. Toutefois, concernant les divorces sont couverts uniquement : le premier divorce par consentement mutuel et/ou la première médiation familiale ainsi que les sinistres relatifs à l'entretien, l'éducation, les droits d'hébergement principal et secondaire ou le droit aux relations personnelles des enfants liés au premier divorce par consentement mutuel et/ou la première médiation familiale.

2.25. Droit des successions, des donations, des testaments et mort numérique.

Pour autant que le lien entre vous ou vos proches avec le défunt, testateur ou donateur ne soit pas supérieur au 3ème degré en ligne directe ou collatérale nous intervenons en cas de sinistre portant sur le droit des successions et des donations. La garantie est étendue aux successions et donations ayant pour objet un bien immeuble. Notre intervention est également d'application lorsque le défunt, testateur ou donateur est votre conjoint ou cohabitant légal ou le conjoint ou cohabitant légal de vos proches.

Nous vous apporterons à vous ou vos proches notre assistance juridique dans le cadre de la gestion de votre ou leurs « mort numérique » (suppression ou portabilité de ses données numériques). Cette assistance portera sur les mesures juridiques à prendre auprès des réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, ..) et les messageries éventuelles. La suppression ou la portabilité des informations relatives à l'identité numérique du défunt constitue dans notre chef et du Bureau de Règlement, une obligation de moyens et non de résultat.

2.26. Droit d'auteur

Nous intervenons pour votre défense civile extracontractuelle ou celle de vos proches contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers et relatives à ses droits d'auteur suite à l'usage d'internet dans le cadre de la vie privée.

Article 3 - Sinistres non couverts

Exclusions d'application pour toutes les garanties :

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie n'est pas acquise pour les sinistres:

- 3.1. pour lesquels l'assuré a la qualité de conducteur, détenteur ou propriétaire d'un véhicule automoteur, d'une caravane, d'une motocyclette ou de tout autre véhicule soumis à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteur. Cette exclusion ne porte pas préjudice à l'application de l'article 2.1.2. ainsi que toutes les variantes de vélos électriques avec force motrice d'aide au pédalage ou force motrice d'aide au pédalage et autonome.
- 3.2. qui résultent de l'usage, de la possession ou de la propriété par l'assuré :
 - d'un véhicule aérien sauf
 - les drones jouets (destiné à des enfants de moins de 14 ans et qu'il respecte les critères de sécurité minimum requis au sens de la Directive 2009/48/EC du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets).
 - les drones de la catégorie Open (catégorie ouverte).

On entend par drone tous systèmes d'aéronef sans équipage à bord en abrégé « UAS ».

- d'un bateau à moteur, supérieur, à 10CV DIN
- d'un bateau à voile de plus de 300 kg.

- 3.3. qui résultent de faits de chasse soumis à l'assurance obligatoire et survenant à l'occasion de la pratique de ce sport par l'assuré.
- 3.4. concernant la défense pénale de l'assuré âgés de plus de 16 ans au moment des faits pour :
 - les crimes et les crimes correctionnalisés
 - des infractions intentionnelles à moins qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ait prononcé l'acquittement
- 3.5. dont le bureau de règlement démontre qu'ils résultent même partiellement d'une faute lourde commise par l'assuré ayant atteint l'âge de 16 ans au moment du sinistre.
Par faute lourde on entend :
 - Ivresse ou état analogue résultant de l'absorption de drogues, médicaments ou produits hallucinogènes qui ont pour effet de priver l'assuré du contrôle de vos actes, sauf en ce qui concerne les sinistres liés à la participation à la circulation sur la voie publique.
 - les bagarres provoquées physiquement ou verbalement par l'assuré.
- 3.6. le sinistre porte sur un bien immeuble.
La notion d'immeuble s'étend également :
 - aux cours, clôtures et jardins,
 - aux biens attachés aux fonds, à perpétuelle demeure (article 525 du Code civil),
 - aux biens réputés immeubles par incorporation tels que salle de bain installée, cuisine équipée, compteurs, raccordements, installations de chauffage,
 - aux annexes et dépendances de l'immeuble.Cette exclusion ne porte pas préjudice à l'application de l'article 2.4, article 2.15 al 2 et 3 et article 2.25
- 3.7. Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Exclusions spécifiques aux garanties :

- 3.8. Recours civil extracontractuel - e-Réputation (art 2.2)
Nous ne prenons pas en charge les sinistres portant sur :
 - Une e-reputation que l'assuré qu'il a constitué au travers les réseaux sociaux, commentaires sur les sites internet ou encore utilisation de son courrier électronique

- Une atteinte à l'e-reputation effectuée sur un support de communication autre qu'un blog, forum de discussion, réseau social, site web
- Les conséquences d'une atteinte à l'e – réputation c'est-à-dire toute action qui serait engagée dans le but d'obtenir la réparation d'un préjudice ne découlant pas de l'atteinte elle – même mais des conséquences directes ou indirectes y afférentes
- Une atteinte à l'e-reputation par voie de presse sous forme digitale
- Lorsque les informations diffusées ne comportent pas d'éléments nominatifs concernant l'assuré
- Lorsque la diffusion d'informations résulte de votre participation ou participation de vos proches à une association, à l'exception d'une participation bénévole à une association sportive ou de loisirs
- En cas d'information(s) constituée(s) par toute déclaration, article, publication, enregistrement sonore, photographie, vidéo, que l'assuré a réalisé dans le cadre de votre activité professionnelle
- En cas d'information(s) constituée(s) par une déclaration, article, publication, enregistrement sonore, photographie, vidéo, que l'assuré a librement réalisé(e) dans un lieu public, auprès ou en présence du public ou, que l'assuré a lui même publié(e) via internet ou dont l'assuré a autorisé la publication sur internet
- En cas d'information(s) constituée(s) par une conversation, conférence, publication, réalisées sur internet en utilisant des logiciels de communication instantanée (« Chat »), avec ou sans vidéos et webcam ;
- lorsque l'assuré est inculpé ou poursuivi pénalement

3.9. Recours civil extracontractuel immeuble et son contenu (article 2.4.)

Nous ne couvrons pas les sinistres :

- Relatifs, en tout ou en partie, au droit de la copropriété (notamment le Chapitre III intitulé « De la copropriété » inséré dans le Titre II du Livre II du Code civil ainsi que toute disposition légale ou réglementaire qui le complète ou le remplace, et toute disposition équivalente de droit étranger)
- Relatifs à tous les travaux au bien assuré qui ont été entamé ou effectué pendant l'exécution de travaux qui sont légalement ou réglementairement soumis à autorisation (permis de bâtir, ...) émanant de l'autorité publique compétente et/ou à intervention d'un architecte ou dans les 6 mois qui suivent la réception définitive de ces travaux

3.10. Accident médical ou faute médicale (art 2.7) :

La garantie n'est pas acquise pour les litiges vous opposant ou un de vos proches à une mutualité.

3.11. Droit disciplinaire (art 2.10):

la garantie n'est pas acquise aux sinistres relatifs à vos activités ou celles de vos proches en qualité d'indépendant à titre principal ou accessoire , ou en qualité de mandataire social.

3.12. Contractuel assurance RC Vie Privée (art. 2.8), Contrat de la vie privée (art 2.13), Contractuel assurance (art 2.14) , contrat de la vie privée on line, (art 2.15), contrats d'accès à internet (art 2.16) et utilisation frauduleuse de moyen de paiement (art 2.17) :

La garantie n'est pas acquise pour les litiges :

- Portant en tout ou en partie sur le Droit des Sociétés et des associations ;
- Ayant pour objet un recours en matière médicale ou paramédicale ;
- vous opposant ou vos proches à une mutualité ;
- relatifs à l'achat, la vente ou à la gestion des biens mobiliers immatériels ayant valeur d'argent (tels que les effets de commerce, espèces, valeurs mobilières, actions, obligations, coupons, titres et papiers, tous autres titres de créance ou de propriété, bons de caisse, timbres – poste et fiscaux, titres de transport, titres d'accès à des activités de loisirs) ;
- concernant des contrats relatifs à l'exercice par l'assuré ou de vos proches d'une profession libérale ou d'indépendant ;
- qui se plaident devant une juridiction internationale ou supranationale ;
- portant sur l'achat ou la vente de biens ou services interdit par les lois et réglementations belges en vigueur ;
- portant sur un site de vente aux enchères ;
- portant sur un site de pari ou de loterie ;
- portant sur l'achat d'un bien ou un service sur un site à caractère violent, pornographique, discriminatoire ou portant atteinte à
- la dignité humaine ;
- portant sur des sinistres de même origine en raison de l'absence de précautions;
- relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation ;
- résultant sur l'absence de système de protection antivirus et firewall mis à jour régulièrement et activé en permanence. Néanmoins, nous vous apporterons assistance ou à vos proches pour la constitution du dossier, ainsi que les modalités d'introduction de la demande auprès d'une entité de règlement extra-judiciaire des conflits compétente pour votre sinistre.

3.13. Droit du travail (art 2.18) :

La garantie n'est pas acquise pour les sinistres :

- concernant un conflit collectif du travail, une procédure en faillite, une réorganisation judiciaire et une fermeture d'entreprise;

- relatifs à vos activités ou celles de vos proches en qualité d'indépendant à titre principal ou accessoire ou en qualité de mandataire social.

3.14. Droit social et Assistance sociale (art 2.19 et 2.20):

La garantie n'est pas acquise pour les sinistres lorsqu'il y a fraude à la législation sociale dans votre chef ou celle de vos proches ou dans le chef du bénéficiaire.

3.15. Droit Fiscal (art 2.21) :

La garantie n'est pas acquise pour les sinistres :

- lorsqu'il y a fraude à la législation fiscale dans votre chef ou celui de vos proches.
- relatifs aux vos activités ou celles de vos proches en qualité d'indépendant à titre principal ou accessoire ou en qualité de mandataire social.

3.16. Droit administratif (art 2.22) :

La garantie n'est pas acquise pour toutes les procédures de sanctions administratives communales ou provinciales ouvertes sur des faits volontaires.

3.17. Droit des personnes et de la famille (art 2.24) :

La garantie n'est pas acquise pour les sinistres entre conjoints, ex-conjoints ou ex-personnes cohabitantes et même si ce sinistre est relatif à l'entretien, à la garde ou au droit de visite des enfants sauf ce qui est convenu dans le cadre du premier divorce avec consentement mutuel ou de la première médiation familiale.

Article 4 - Etendue territoriale

GARANTIES	ARTICLES	TERRITORIALITE
Le recours civil extracontractuel	2.1.	La garantie est acquise dans le monde entier.
Le recours civil extracontractuel - e-Réputation	2.2.	
La défense pénale	2.5.	
La défense civile extracontractuelle	2.6.	
Accident médical ou faute médicale si l'option Vie privée Full est souscrite	2.7.	
Les contestations avec les voisins	2.9.	
Données personnelles	2.11.	
Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz	2.12.	
Vol d'identité	2.3.	La garantie est acquise pour autant que le sinistre soit survenu dans un pays membre de l'Union Européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays.
Recours civil extracontractuel immeuble et son contenu	2.4.	
Accident médical ou faute médicale si l'option Vie privée Fix ou Flex est souscrite	2.7.	
Contractuel Assurances RC Vie Privée	2.8.	
Contrat de la vie privée	2.13.	
Contractuel assurances	2.14.	
Contrat de la vie privée « On Line »	2.15.	
Contrat de la vie privée d'accès à internet	2.16.	
Utilisation frauduleuse des moyens de paiement	2.17.	
Droit d'auteur	2.26.	
Droit disciplinaire	2.10.	La garantie est acquise pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée devant une juridiction belge et, pour le fonctionnaire européen, devant la Cour Européenne de Justice lorsque le sinistre relève exclusivement de sa compétence.
Droit du travail	2.18.	
Droit de la sécurité sociale	2.19.	
Assistance sociale	2.20.	
Droit fiscal	2.21.	
Droit administratif	2.22.	
Droit scolaire	2.23.	
Droit des personnes et de la famille	2.24.	
Droit des successions, des donations, des testaments et mort numérique	2.25.	

Article 5 – Plafonds, seuils d'intervention et délai d'attente par sinistre

GARANTIES COUVERTES	ARTICLES	PLAFONDS	SEUIL*		DELAI D'ATTENTE	FIX	FLEX	FULL
			FIX / FLEX	FULL				
Recours civil extra-contractuel	art.2.1	125.000 € **	350 €	0 €	/	V	V	V
Recours civil extra-contractuel e-réputation	art.2.2.	125.000 € **	0 €	0 €	/	V	V	V
Vol d'identité	art.2.3.	125.000 € **	0 €	0 €	/	V	V	V
Recours civil extra contractuel immeuble et son contenu	art.2.4.	25.000 €	0 €	0 €	/	V	V	V
Défense pénale	art.2.5.	125.000 € **	/	/	/	V	V	V
Défense civile extracontractuelle	art.2.6.	125.000 € **	350 €	0 €	/	V	V	V
Accident ou faute médicale	art.2.7	100.000 € (FULL) / 50.000 € (FLEX / FIX)	350 €	350 €	3 mois	V	V	V
Contractuel Assurances RC Vie Privée	art.2.8.	20.000 €	350 €	350 €	/	V	V	V
Contestations avec les voisins	art.2.9.	20.000 € par sinistre et par année d'assurance	0 €	0 €	/	V	V	V
Droit disciplinaire	art.2.10.	20.000 €	0 €	0 €	/	V	V	V
Données personnelles	art.2.11.	20.000 €	0 €	0 €	/	V	V	V
Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz	art.2.12.	2.500 € par sinistre et par année d'assurance	0 €	0 €	/	V	V	V
Contrat de la vie privée	art.2.13.	20.000 €	350 €	350 €	3 mois	X	V	V
Contractuel assurance	art.2.14.	20.000 €	350 €	350 €	/	X	V	V
Contrat de la vie privée «On Line»	art.2.15.	10.000 €	350 €	350 €	3 mois	X	V	V
Contrat de la vie privée d'accès à internet	art.2.16.	10.000 €	350 €	350 €	3 mois	X	V	V
Utilisation frauduleuse des moyens de paiement	art.2.17.	10.000 €	350 €	350 €	/	X	V	V
Droit du travail	art.2.18.	10.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit de la sécurité sociale	art.2.19.	20.000 €	350 €	350 €	3 mois	X	X	V
Assistance sociale	art.2.20.	20.000 €	350 €	350 €	3 mois	X	X	V
Droit fiscal	art.2.21.	20.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit administratif	art.2.22.	20.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit scolaire	art.2.23.	20.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit des personnes et de la famille	art.2.24.1.	20.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Premier divorce par consentement mutuel et/ou première médiation familiale	art.2.24.2	750 € par personne assurée	350 €	350 €	Première médiation familiale: 12 mois Premier divorce par consentement mutuel : 36 mois	X	X	V
Droit des successions, des donations, des testaments et mort numérique.	art.2.25.	20.000 €	350 €	350 €	12 mois	X	X	V
Droit d'auteur	art.2.26	5.000 € par sinistre et par année d'assurance	350 €	350 €	4 mois	X	X	V

V COUVERT

X NON COUVERT

*Sauf en cas de défense pénale de l'assuré, notre seuil d'intervention est de 1.000 € par sinistre pour l'option Full et est de 2.500 € par sinistre pour les options Fix et Flex , en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger.

**Pour ces garanties, il y aussi une couverture lorsque le sinistre survient dans le cadre de votre activité professionnelle (telle que définie à l'article 1.1.2.) ou d'un de vos proches. Cependant, notre plafond d'intervention est limité à 20.000 € par sinistre .

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence des montants indiqués dans le tableau ci-dessus, mais sans jamais dépasser un montant maximum de 125.000 € par sinistre :

5.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes.

5.2. Les frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement par transport public (en avion classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel jusqu'à concurrence de 125 € par jour et par assuré) nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise et ordonnée par décision judiciaire ;
- victime lorsque la comparution de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le tribunal.

5.3. Le cautionnement

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, l'assuré est détenu préventivement, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré. L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds.

Dès que la caution est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse immédiatement la somme avancée.

5.4. L'insolvabilité

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, en application d'un cas d'assurance « Recours civil extracontractuel » visé à l'article 2.1., survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à d'Andorre, à Monaco, à Saint- Marin ou au Royaume Uni, un assuré subit un dommage causé par un tiers dûment identifié et reconnu insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, avec une franchise de 250 € par sinistre, les indemnités incombant au tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation est limitée à la partie incontestablement due et constatée de commun accord entre l'assuré et nous. Notre éventuelle prestation supplémentaire sera uniquement due sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident.

La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel et/ou corporel encouru par l'assuré résultent de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence de vandalisme ou d'infraction contre la foi publique. Nous ferons cependant le nécessaire pour introduire le dossier de l'assuré et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être faite.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 20.000 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou le partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au marc le franc. En cas de pluralité de bénéficiaires, la franchise de 250 € par sinistre est supportée par ceux-ci au marc le franc des indemnités accordées.

5.5. L'avance de fonds - Dommage corporel subi par un assuré

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, en application d'un cas d'assurance « Recours civil extracontractuel » visé à l'article 2.1., survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Monaco à Saint- Marin ou au Royaume Uni, un assuré subit un dommage causé par un tiers et pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant de l'indemnité afférent au dommage corporel décrit à l'alinéa suivant, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre.

L'avance de fonds couvre les frais médicaux qui sont restés à charge de l'assuré après intervention d'un organisme (mutuelle ...) quel qu'il soit, ainsi que la perte de revenus résultant de l'accident. L'assuré nous fournit les justificatifs ainsi qu'un tableau récapitulatif détaillé indiquant le montant dont l'assuré sollicite l'avance.

Les victimes bénéficiaires d'une assurance couvrant l'accident du travail ou sur le chemin du travail ne bénéficient pas de la présente prestation.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés, l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au montant de 20.000 € par sinistre, l'avance de fonds est payée par préférence à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au prorata de leurs dommages respectifs.

5.6. Frais de recherche d'enfant disparu

En cas de disparition d'un assuré de moins de 16 ans et pour autant que sa disparition ait été signalée au service de police, nous prenons en charge les frais et honoraires d'un avocat et d'une assistance médico-psychologique pour prêter aux parents assurés une assistance juridique pendant l'enquête judiciaire et au plus tard jusqu'à la constitution de partie civile à concurrence de 15.000 € par sinistre dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

La garantie n'est pas acquise si un assuré ou un membre de la famille est complice, auteur ou co-auteur dans la disparition de l'enfant.

5.7. L'avance de franchise Responsabilité Civile

Lorsque le tiers responsable reste en défaut de payer à l'assuré la franchise légale de sa police d'assurance de "Responsabilité Civile", nous procédons à l'avance du montant de cette franchise, jusqu'à concurrence de 1.250 €, pour autant que la responsabilité, totale ou partielle, de ce tiers ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous ait confirmé son intervention. Si ce tiers verse le montant de la franchise à l'assuré, ce dernier est tenu de nous en informer et de nous rembourser immédiatement le montant.

Les articles 5.8, 5.9 et 5.10 repris ci-dessous sont assurés si l'option Vie Privée Full est mentionnée expressément aux conditions particulières du contrat.

5.8. L'assistance psychologique

La garantie inclut une assistance psychologique à un assuré victime d'un accident (couvert par le présent contrat) avec lésion corporelle ou à un parent ayant la qualité d'assuré qui a perdu un enfant (ayant la qualité d'assuré) dans un accident (couverts par le présent contrat). Nous mettons à disposition un psychologue avec un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés de 1.250 € dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

5.9. L'assistance scolaire

La garantie inclut une assistance scolaire à un assuré victime d'une agression physique (couvert par le présent contrat) à l'école ou sur le chemin de l'école. Nous remboursons à l'assuré jusqu'à un montant de 1.250 € par sinistre et par an (c'est un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés) pour financer des cours particulier nécessité par l'absence suite à l'agression. Notre prestation n'est due que dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur. Nous paierons sur base des justificatifs suivants : récépissé du dépôt de plainte, facture des cours.

Le Bureau de Règlement pourrait être amenée à demander à l'assuré des pièces complémentaires liées aux pièces justificatives à fournir.

5.10. E-reputation prise en charge des frais de nettoyage ou de noyage des informations

Dans le cadre d'un sinistre couvert relatif à l'atteinte à l'e-reputation » de l'assuré, nous mettons en relation l'assuré qui en fait la demande avec des prestataires spécialisés et dont elle prend en charge les frais et honoraires dans la limite de 5.000 € TTC par sinistre et par an pour les opérations de nettoyage et de noyage d'informations et sous réserve des conditions et exclusions de garantie.

Ce prestataire aura pour mission d'essayer de supprimer des informations préjudiciables à l'assuré.

A défaut de suppression des informations préjudiciables et à condition que l'assuré ait déposé plainte, le prestataire procédera au noyage des informations sous réserve des limitations techniques afférentes à Internet.

Notre obligation et du prestataire de procéder à la suppression ou au noyage des informations préjudiciables à l'assuré constitue une obligation de moyens et non de résultat. Nous et le prestataire nous engageons à mettre en œuvre tous les moyens utiles à la bonne fin de l'opération sans garantir que le résultat escompté soit nécessairement atteint. Et ce à condition que l'action soit opportune et que le responsable (qu'il soit l'auteur de l'information préjudiciable, l'éditeur ou l'hébergeur du site sur lequel cette information a été publiée) soit localisé dans un pays membre de l'Union Européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays. La garantie est acquise sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'atteinte à l'e-reputation doit être postérieure à la souscription du contrat
- le sinistre doit opposer l'assuré à une personne responsable et identifiable de l'atteinte à l'e-reputation

PARTIE III TAX ADVANTAGE

OPTION Flex Tax Advantage

Les conditions spéciales du Flex Tax Advantage ne sont d'application que pour autant que la protection juridique Habitation Flex Tax Advantage et la protection juridique Vie Privée Flex Tax Advantage soient mentionnées expressément aux conditions particulières du contrat.

Sont d'application dans le Flex Tax Advantage, les conditions minimales du chapitre 2 de la loi du 22/04/2019 visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique.

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1.** Vous pour autant que vous ayez votre résidence principale en Belgique ainsi que vos proches sont assurés :
 - 1.1.1. Dans le cadre de la vie privée.
La vie privée s'entend de tous les faits, actes ou omissions, à l'exclusion de ceux et celles qui découlent de l'exercice d'une activité dont vous pouvez tirer des moyens d'existence.
 - 1.1.2. Dans le cadre d'une activité professionnelle telle que mentionnée dans les dispositions spéciales :
Nous entendons par activité professionnelle toute occupation déterminée dont on peut tirer des moyens d'existence lorsque vous ou vos proches avez la qualité de salarié, d'appointé, d'apprenti, de fonctionnaire européen ou d'agent au service de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une Province ou d'une Commune ;
 - 1.1.3 Lorsque vous ou vos proches fournissez des services ou prestations dans le cadre d'un contrat de travail d'étudiant ;
 - 1.1.4. Lorsque que vous ou vos proches vous préparez ou participez à une compétition ou à une exhibition sportive sous l'autorité d'une autre personne, gratuitement ou moyennant une rémunération en application de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré ;
 - 1.1.5. Lorsque vous ou vos proches avez la qualité de volontaire au sens de la loi du 31 juillet 2005 relatives aux droits des volontaires.
- 1.2.** Ont également la qualité d'assuré pour les garanties Recours Civil (article 3.1.), défense pénale (article 3.2.) et défense civile (article 3.3.) :
 - 1.2.1. Les membres du personnel domestique ainsi que les aides familiales lorsqu'elles agissent à votre service privé ou de vos proches ;
 - 1.2.2. Les personnes assumant, en dehors de toute activité professionnelle, la garde, gratuitement ou non :
 - De vous ou d'un de vos proches
 - Des animaux domestiques dont vous ou un de vos proches êtes propriétaire, lorsqu'elles subissent un dommage résultant de lésions corporelles ou de dégâts aux biens causés par un tiers à l'occasion de cette garde.
- 1.3.** Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2 - Quel est le bien assuré ?

Le bien assuré concerne :

Le bâtiment ou partie de bâtiment affecté à votre résidence principale mentionné aux conditions particulières. Cela concerne également le bâtiment où vous fixerez votre future résidence principale.

Ce bien immobilier peut être affecté à un usage privé ou mixte. La notion d'immeuble est étendue aux :

- cours, clôtures, jardins, piscine;
- biens attachés aux fonds à perpétuelle demeure (article 525 du Code civil), à l'exclusion des biens considérés comme du matériel ;
- biens réputés immeubles par incorporation tels que salle de bain installée, cuisine équipée, compteurs, raccordements, installations de chauffage ;
- annexes et dépendances de l'immeuble dans la mesure où elles sont affectées au même usage que celui-ci.

Article 3 - Garanties assurées

3.1. Recours civil

Notre intervention est acquise en faveur de nos assurés dans le cadre de sa vie privée pour les actions en dommages et intérêts fondées sur une responsabilité civile extracontractuelle.

3.2. Défense pénale

Notre intervention est acquise pour la défense pénale de notre assuré dans le cadre de sa vie privée à l'exclusion des crimes et crimes correctionnalisés. Pour ce qui concerne les crimes et les crimes correctionnalisés, notre intervention ne sera accordée pour autant que l'assuré soit acquitté définitivement, mis hors de cause par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou en cas de prescription.

Nous couvrons également le recours en grâce lorsque notre assuré est privé de liberté ou la demande de réhabilitation à la suite d'un sinistre couvert.

Nous couvrons également la défense pénale de l'assuré lorsque le sinistre porte sur la résidence de villégiature appartenant à un tiers et son contenu pris en location (ou occupé) par l'assuré, pour autant que cet immeuble serve exclusivement de simple habitation et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance

3.3. Défense civile

Notre intervention est acquise pour la défense civile extracontractuelle de l'assuré dans le cadre de sa vie privée et de sa vie professionnelle, à la condition expresse qu'il y ait un conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur Responsabilité Civile.

3.4. Contrats généraux

Notre intervention est acquise pour les litiges relevant du droit des obligations contractuelles au sens large, en ce compris le droit de la consommation excepté les garanties prévues aux articles 3.7, 3.8, 3.9, 3.10, 3.11, 3.13, 3.15, 3.16, 3.20.

Notre intervention est également acquise pour les actions en dommages et intérêts fondées sur une responsabilité civile contractuelle.

3.5. Droit Fiscal

Notre intervention est acquise pour les sinistres relevant du droit fiscal qui opposent l'assuré aux administrations fiscales belges

3.6. Droit administratif

Notre intervention est acquise pour tout sinistre relevant du droit administratif.

3.7. Droit des successions, donations et testaments

Notre intervention est acquise pour les sinistres relevant du droit des successions, des donations et des testaments La garantie est étendue aux successions et donations ayant pour objet un bien immeuble. Cette garantie est également d'application lorsque le défunt, testateur ou donateur est le conjoint ou cohabitant légal de l'assuré.

3.8. Droit de la famille et des personnes

3.8.1. Notre intervention est acquise en cas de sinistre portant sur le droit de la famille et des personnes.

3.8.2. En matière de divorce, notre garantie n'est acquise que pour les sinistres relatifs au premier divorce qui survient après la prise d'effet du contrat et tous les sinistres relatifs aux biens ou aux personnes qui en découlent. La fin d'une cohabitation légale est assimilée à un divorce ;

3.8.3. En matière de sinistres liés à l'entretien, l'éducation, le droit à l'hébergement principal et secondaire ou le droit aux relations personnelles des enfants qui surviendraient pendant la période de garantie, seule la première médiation familiale est couverte sauf si cet aspect du sinistre rentre dans l'application de l'article 3.8.2.

3.9. Droit du travail

Notre intervention est acquise en cas de sinistre ou de différend relatif au contrat de travail de l'assuré.

La garantie est étendue au cas de sinistre ou de différent relatif au statut des fonctionnaires, des agents de l'état ou assimilés

3.10. Statut social en tant qu'indépendant

Nous assistons également l'assuré dans le cadre d'un sinistre concernant son statut social comme indépendant

3.11. Contrats constructions

Nous couvrons les sinistres relatifs à un contrat de construction, de transformation, d'amélioration, de rénovation, de restauration ou de démolition pour lesquels l'intervention d'un architecte et/ou l'obtention d'un accord d'une autorité compétente est/sont légalement requise(s).

3.12. Droit disciplinaire

Nous intervenons en cas de sinistre concernant des litiges professionnels relevant d'un organe disciplinaire (Ordre, Institut...), instauré par une loi.

3.13. Accident médical ou faute médicale

Nous intervenons pour le recours civil en vue d'obtenir votre indemnisation ou celle de vos proches pour tout dommage résultant de lésions corporelles encourues par vous ou vos proches et qui sont la conséquence ou une des conséquences d'interventions et/ou de traitements effectués par des titulaires de professions médicales ou paramédicales.

Nous intervenons également pour les recours exercés par l'assuré à l'encontre du fond des accidents médicaux créé par la loi du 31 mars 2010.

3.14. Les contestations avec les voisins

Nous intervenons en cas d'un sinistre relatif à un trouble de voisinage anormal et excessif au sens du Code Civil pour autant que ce trouble de voisinage ne soit pas préexistant à la souscription de la police Il ne doit pas être lié à l'exercice d'une activité professionnelle dans le chef de l'assuré

3.15. Contractuel assurances

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou celle de vos proches, résultant de sinistres liés à l'interprétation et l'exécution d'une police d'assurance souscrite par vous ou vos proches à l'exception des sinistres relatifs au recouvrement des primes, taxes, frais et indemnités de résiliation.

3.16. L'assistance d'expertise relative au bien assuré

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré relatifs à la fixation des dommages résultant d'un sinistre frappant un contrat d'assurance couvrant le bien assuré défini à l'article 2 ;
Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré relatifs à la fixation des dommages résultant d'un sinistre frappant un contrat d'assurance souscrit par l'assuré et couvrant la résidence de villégiature appartenant à un tiers et son contenu pris en location (ou occupé) par l'assuré, pour autant que cet immeuble serve exclusivement de simple habitation et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance.

3.17. Frais de recherche

Nous intervenons pour prendre en charge les frais de recherche pour autant que les trois conditions suivantes soient réunies : un dommage au bien assuré, qu'un tiers responsable soit identifiable et que les frais de recherche ne puissent pas être pris en charge par un assureur couvrant le risque incendie et assurance technique.

3.18. Etat des lieux contradictoire

Nous intervenons pour la prise en charge des frais afin d'établir un état des lieux contradictoire préalable à l'exécution de travaux (privés ou publics) dans le voisinage.

3.19. Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature

Nous intervenons les litiges contractuels concernant la résidence de villégiature appartenant à un tiers avec une agence de voyage, un intermédiaire de location de vacances, une plateforme de location en ligne, un propriétaire pour les vacances et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance.

3.20. Recours civil extracontractuel de la résidence secondaire

Nous intervenons pour le recours civil extra contractuel pour votre indemnisation ou celle de vos proches pour chaque dommage à la résidence secondaire et/ou à son contenu et causé par un tiers.

La résidence secondaire concerne :

Les bâtiments ou parties de bâtiments affectés à votre résidence secondaire, en ce compris, s'ils en font partie:

- les locaux affectés à l'exercice d'une profession libérale
- les appartements (garages compris) loués ou concédés gratuitement à des tiers, à condition que ces bâtiments en comportent 3 au maximum
- les ascenseurs et monte-charge
- les caravanes résidentielles vous servant de résidence secondaire
- les garages et parkings destinés à votre usage privé
- les jardins et terrains sans dépasser au total 5 hectares
- les chambres d'étudiants occupés par vos proches.

Le contenu concerne :

L'ensemble des biens qui se trouvent dans la résidence secondaire y compris dans ses cours, jardins, annexes et dépendances et qui appartiennent ou sont confiés à l'assuré. En ce qui concerne les véhicules automoteurs, nous limitons le contenu à maximum trois véhicules automoteurs en état de marche et non destinés à la vente professionnelle.

N'est pas assuré le contenu à usage professionnel (notamment le mobilier, le matériel et les marchandises).

- **Par mobilier, on entend** : tout bien meuble se trouvant dans l'immeuble désigné, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants ;
- **Par matériel, on entend** : les biens même attachés aux fonds à perpétuelle demeure, en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants et qui ne constituent pas des marchandises.
- **Par marchandises, on entend** : les approvisionnements, matières premières, denrées, produits en cours de fabrication, produits finis, emballages, déchets, propres à l'exploitation professionnelle ou aux travaux d'entretien et de réparation ainsi que les biens appartenant à la clientèle.

OPTION Full Tax Advantage

Les garanties (articles 3.21 à 3.26.) ci-dessous sont couvertes en plus de ce qui est couvert dans le Flex Tax Advantage pour autant que la rotation juridique Habitation Full Tax Advantage et la protection juridique Vie Privée Full Tax Advantage soient mentionnées expressément aux conditions particulières du contrat.

3.21. Droit Scolaire

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts ou ceux de vos proches lorsqu'une décision non administrative relative au droit scolaire vous porte préjudice ou à vos proches, exclusivement à titre individuel.

3.22. Droit d'auteur

Nous intervenons pour votre défense civile extracontractuelle ou celle de vos proches contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers et relatives à ses droits d'auteur suite à l'usage d'internet dans le cadre de la vie privée.

3.23. Limite du bien assuré

Nous intervenons pour la défense civile de l'assuré lorsque le sinistre relatif concerne la mitoyenneté, les arbres, haies et clôtures ou le bornage du bien assuré.

3.24. Droits réels :

Nous intervenons pour la défense des droits de l'assuré en matière des droits réels non conventionnels suivants : le droit d'usufruit, d'usage, d'emphytéose, des servitudes et de l'hypothèque.

3.25. Mort Numérique :

Nous vous apporterons à vous ou vos proches notre assistance juridique dans le cadre de la gestion de votre ou leurs « mort numérique » (suppression ou portabilité de ses données numériques). Cette assistance portera sur les mesures juridiques à prendre auprès des réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn,...) et les messageries éventuelles. La suppression ou la portabilité des informations relatives à l'identité numérique du défunt constitue dans notre chef et du Bureau de Règlement, une obligation de moyens et non de résultat.

3.26. Droit de la sécurité sociale et assistance sociale

Nous intervenons pour tout sinistre ou différend relevant du champ d'application personnel du régime salarié du droit de la sécurité sociale, pour autant que vous ou vos proches ayez la qualité de bénéficiaire de la sécurité sociale (chômage, pension, assurance maladie, allocation familiale et vacances annuelles) ou bénéficiaire d'une des législations suivantes : accident de travail et maladies professionnelles.

Nous intervenons pour tout sinistre ou différend relevant du champ d'application personnel de l'assistance sociale, pour autant que vous ou vos proches soyez bénéficiaires d'une des législations suivantes : revenu d'intégration, statut d'handicapé, revenu garanti aux personnes âgées, prestations familiales garanties.

Article 4 - Sinistres non couverts

Par la souscription de cette garantie, outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des dispositions communes, seules les exclusions ci-dessous sont d'application.

En cas de contradiction, le présent article prévaut sur l'article 13 des dispositions communes

Nous ne couvrons pas les sinistres :

- 4.1. Portant sur un véhicule automoteur au sens de l'article 1er de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs lorsque l'assuré intervient en qualité de propriétaire, locataire, conducteur ou détenteur. La couverture est accordée pour les cas de joyriding par un assuré mineur d'âge. Toutes les variantes de vélos électriques sont toutefois couvertes ;
- 4.2. Résultant de l'usage, de la possession, de la location ou de la propriété par l'assuré :
 - d'un véhicule aérien sauf
 - les drones jouets (destiné à des enfants de moins de 14 ans et qu'il respecte les critères de sécurité minimum requis au sens de la Directive 2009/48/EC du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets).
 - les drones de la catégorie Open (catégorie ouverte).On entend par drone tous systèmes d'aéronef sans équipage à bord en abrégé « UAS ».
 - D'un bateau à moteur de plus de 10 CV DIN
 - D'un bateau à voile de plus de 300 kg ;
- 4.3. Résultant des cas de faute lourde ou intentionnelle dans le chef de l'assuré dans les cas de coups et blessures volontaires, de meurtre, d'homicide volontaire, d'agression, de rixes, d'actes de violence, d'attentat à la pudeur, de voyeurisme, de traite des êtres humains, de racisme, de xénophobie, d'ivresse ou état analogue découlant de la consommation de drogue, médicaments ou produits stupéfiants, de fraude, d'escroquerie, d'extorsion, de diffamation, de vol, de contrebande, de vandalisme, de participation ou d'incitation à des paris interdits, de hacking, de faux en écriture, de faux et usage de faux, d'usurpation d'identité, de harcèlement, de viol et d'infractions urbanistiques ;
- 4.4. En relation avec une activité professionnelle à l'exception de ce qui est prévu aux articles 3.1., 3.2., 3.3., 3.9., 3.10 et 3.12.;
- 4.5. Relatifs aux biens immobiliers autres que celui dans lequel vous avez fixé ou fixerez votre résidence principale à l'exclusion de l'article 3.2 (pour la résidence villégiature), 3.7, 3.19 et 3.20.
- 4.6. Relatifs à des travaux de construction, transformation, amélioration, rénovation, restauration, démolition d'un bien immobilier lorsque ces travaux ont été réalisés par un entrepreneur qui n'est pas inscrit à la Banque Carrefour des Entreprises pour effectuer lesdits travaux ;

Article 5 - Quel est Plafond d'intervention, seuil d'intervention et délai d'attente par sinistre

5.1. Plafond d'intervention, seuil d'intervention et délai d'attente par sinistre :

GARANTIES COUVERTES	ARTICLES	PLAFONDS	SEUIL *	DELAI D'ATTENTE	FLEX Tax Advantage	FULL Tax Advantage
Recours civil	art. 3.1.	125.000 € **	0 €	/	V	V
Défense pénale	art. 3.2.	125.000 € **	/	/	V	V
Défense civile	art. 3.3.	125.000 € **	0 €	/	V	V
Contrats généraux	art. 3.4.	20.000 €	350 €	3 mois	V	V
Droit fiscal	art. 3.5.	13.000 €	350 €	12 mois	V	V
		20.000 € ***				
Droit administratif	art. 3.6.	13.000 €	350 €	12 mois	V	V
		20.000 € ***				
Droit des successions, des donations et testaments	art. 3.7.	13.000 €	350 €	12 mois	V	V
		20.000 € ***				
Droit de la famille et des personnes sauf pour les litiges en cas de divorce et médiation familiale :	art. 3.8.1.	13.000 €	350 €	12 mois	V	V
		20.000 € ***				
• Divorce	art. 3.8.2.	3.375 € Par personne assurée	350 €	36 mois	V	V
		4.375 € Par personne assurée ***				
• Première médiation familiale	art. 3.8.3.	13.000 €	350 €	12 mois	V	V
Droit du travail	art. 3.9.	6.750 €	350 €	12 mois	V	V
		12.500 € ***				
Statut social de l'indépendant	art. 3.10.	6.750 €	350 €	3 mois	V	V
		20.000 € ***				
Contrats constructions	art. 3.11.	6.750 €	1.000 €	36 mois	V	V
Droit disciplinaire	art. 3.12.	20.000 €	0 €	/	V	V
Accident médical ou faute médicale	art. 3.13.	50.000 €	350 €	3 mois	V	V
		100.000 € ***				
Contestation avec les voisins	art. 3.14.	20.000 € par sinistre et par année d'assurance	0 €	/	V	V
Contractuel assurances	art. 3.15.	20.000 €	350 €	/	V	V
L'assistance d'expertise relative au bien assuré	art. 3.16.	20.000 €	1.000 €	/	V	V
Frais de recherche	art. 3.17.	20.000 €	350 €	/	V	V
Etat des lieux contradictoire	art. 3.18.	20.000 €	0 €	/	V	V
Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature	art. 3.19.	10.000 € par sinistre et par année d'assurance	350 €	6 mois	V	V
Recours civil extracontractuel de la résidence secondaire	art. 3.20.	20.000 €	350 €		V	V
Droit scolaire	art. 3.21.	20.000 €	350 €	12 mois	X	V
Droit d'auteur	art. 3.22.	13.000 € par sinistre et par année d'assurance	350 €	4 mois	X	V
Limite du bien assuré	art. 3.23.	20.000 €	350 €	3 mois	X	V
Droit réel	art. 3.24.	20.000 €	350 €	6 mois	X	V
Mort numérique	art. 3.25.	20.000 €	350 €	12 mois	X	V
Droit de la sécurité sociale et assistance sociale	art. 3.26.	20.000 €	350 €	3 mois	X	V

V	COUVERT
X	NON COUVERT

* - Sauf en cas de défense pénale de l'assuré, notre seuil d'intervention est de 1.000 € par sinistre, en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger.

- Dans le cas où l'enjeu du sinistre est inférieur au seuil d'intervention, nous tenterons la gestion amiable afin de régler le sinistre et ce sans engager de frais externes.

**Cependant, notre plafond d'intervention est limité à 20.000 € par sinistre lorsque le sinistre survient dans le cadre de votre activité professionnelle (telle que définie à l'article 1.1.2.) ou d'un de vos proches.

***ce montant est seulement d'application si le Full Tax Advantage est souscrit

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non

5.2. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence des montants indiqués à l'article 5.1., mais sans jamais dépasser un montant maximum de 125.000 € par sinistre :

5.2.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes.

En ce qui concerne les frais de justice qui reviennent à l'Etat et qui sont à charge de l'assuré un montant de 500 € pour les sinistres en matière civile et un montant de 1.000 € pour les sinistres en matière pénale, provenant des plafonds de garanties visées à l'article 5.1. sont réservés au remboursement des frais qui sont mis à charge de l'assuré.

En ce qui concerne les honoraires de l'avocat, nous ne limitons pas notre intervention aux montants fixés par l'arrêté royal du 28 juin 2019 en tenant compte de nos plafonds d'interventions visés à l'article 5.1. et l'article 9 des dispositions communes.

5.2.2. Les frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement par transport public (en avion classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel jusqu'à concurrence de 125 € par jour et par assuré) nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise ou ordonnée par décision judiciaire ;
- victime lorsque la comparution de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le tribunal ;

5.2.3. Le cautionnement

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, l'assuré est détenu préventivement, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré. L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds.

Dès que la caution est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse immédiatement la somme avancée.

5.2.4. L'insolvabilité

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, en application d'un cas d'assurance « Recours civil » visé à l'article 3.1., survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à d'Andorre, à Monaco, à Saint- Marin ou au Royaume Uni, un assuré subit un dommage causé par un tiers dûment identifié et reconnu insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre, avec une franchise de 250 € par sinistre, les indemnités incombant au tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

La franchise n'est cependant pas due lorsque l'assuré accepte de tenter de résoudre le litige en ayant recours à la médiation, judiciaire ou volontaire, ou à la conciliation

Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation est limitée à la partie incontestablement due et constatée de commun accord entre l'assuré et nous. Notre éventuelle prestation supplémentaire sera uniquement due sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident.

La prestation n'est pas due lorsque le dommage matériel et/ou corporel encouru par l'assuré résultent de terrorisme, d'un vol, d'une tentative de vol, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence de vandalisme ou d'infraction contre la foi publique. Nous ferons cependant le nécessaire pour introduire le dossier de l'assuré et le défendre auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ou tout autre organisme ayant la même finalité dans le pays dans lequel l'introduction du dossier doit être faite.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au maximum prévu de 20.000 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou le partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au marc le franc. En cas de pluralité de bénéficiaires, la franchise de 250 € par sinistre est supportée par ceux-ci au marc le franc des indemnités accordées.

5.2.5. L'avance de fonds - Dommage corporel subi par un assuré

Lorsqu'à la suite d'un sinistre couvert, en application d'un cas d'assurance « Recours civil » visé à l'article 3.1., survenu dans un pays membre de l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Monaco à Saint- Marin ou au Royaume Uni, un assuré subit un dommage causé par un tiers et pour autant que la responsabilité totale ou partielle du tiers soit non contestée et confirmée par écrit par l'assureur de la responsabilité civile de ce dernier, nous avançons, sur demande écrite de l'assuré, le montant de l'indemnité afférent au dommage corporel décrit à l'alinéa suivant, proportionnellement au degré de responsabilité du tiers et jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre.

L'avance de fonds couvre les frais médicaux qui sont restés à charge de l'assuré après intervention d'un organisme (mutuelle ...) quel qu'il soit, ainsi que la perte de revenus résultant de l'accident. L'assuré nous fournit les justificatifs ainsi qu'un tableau récapitulatif détaillé indiquant le montant dont l'assuré sollicite l'avance.

Les victimes bénéficiaires d'une assurance couvrant l'accident du travail ou sur le chemin du travail ne bénéficient pas de la présente prestation.

Nous récupérons ultérieurement le montant de l'avance auprès du tiers ou de l'assureur de ce dernier. Si, par la suite, nous ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés, l'assuré est tenu de nous rembourser le montant de l'avance. Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au montant de 20.000 € par sinistre, l'avance de fonds est payée par préférence à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au prorata de leurs dommages respectifs.

5.2.6. Frais de recherche d'enfant disparu

En cas de disparition d'un assuré de moins de 16 ans et pour autant que sa disparition ait été signalée au service de police, nous prenons en charge les frais et honoraires d'un avocat et d'une assistance médico-psychologique pour prêter aux parents assurés une assistance juridique pendant l'enquête judiciaire et au plus tard jusqu'à la constitution de partie civile à concurrence de 15.000 € par sinistre dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

La garantie n'est pas acquise si un assuré ou un membre de la famille est complice, auteur ou co-auteur dans la disparition de l'enfant.

5.2.7. L'avance de franchise Responsabilité Civile

Lorsque le tiers responsable reste en défaut de payer à l'assuré la franchise légale de sa police d'assurance de "Responsabilité Civile", nous procédons à l'avance du montant de cette franchise, jusqu'à concurrence de 1.250 €, pour autant que la responsabilité, totale ou partielle, de ce tiers ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous ait confirmé son intervention. Si ce tiers verse le montant de la franchise à l'assuré, ce dernier est tenu de nous en informer et de nous rembourser immédiatement le montant.

Les articles 5.2.8, 5.2.9 et 5.2.10 repris ci-dessous sont assurés si le Full Tax Advantage est mentionné expressément aux conditions particulières du contrat.

5.2.8. L'assistance psychologique

La garantie inclut une assistance psychologique à un assuré victime d'un accident (couvert par le présent contrat) avec lésion corporelle ou à un parent ayant la qualité d'assuré qui a perdu un enfant (ayant la qualité d'assuré) dans un accident (couverts par le présent contrat). Nous mettons à disposition un psychologue avec un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés de 1.250 € dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur.

5.2.9. L'assistance scolaire

La garantie inclut une assistance scolaire à un assuré victime d'une agression physique (couvert par le présent contrat) à l'école ou sur le chemin de l'école. Nous remboursons à l'assuré jusqu'à un montant de 1.250 € par sinistre et par an (c'est un plafond d'intervention absolu quel que soit le nombre d'assurés) pour financer des cours particulier nécessité par l'absence suite à l'agression. Notre prestation n'est due que dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur. Nous paierons sur base des justificatifs suivants : récépissé du dépôt de plainte, facture des cours.

Le Bureau de Règlement pourrait être amenée à demander à l'assuré des pièces complémentaires liées aux pièces justificatives à fournir.

5.2.10. E-reputation prise en charge des frais de nettoyage ou de noyage des informations

Dans le cadre d'un sinistre couvert relatif à l'atteinte à l'e-reputation » de l'assuré, nous mettons en relation l'assuré qui en fait la demande avec des prestataires spécialisés et dont elle prend en charge les frais et honoraires dans la limite de 5.000 € TTC par sinistre et par an pour les opérations de nettoyage et de noyage d'informations et sous réserves des conditions et exclusions de garantie.

Ce prestataire aura pour mission d'essayer de supprimer des informations préjudiciables à l'assuré.

A défaut de suppression des informations préjudiciables et à condition que l'assuré ait déposé plainte, le prestataire procédera au noyage des informations sous réserve des limitations techniques afférentes à Internet.

Notre obligation et du prestataire de procéder à la suppression ou au noyage des informations préjudiciables à l'assuré constitue une obligation de moyens et non de résultat. Nous et le prestataire nous engageons à mettre en œuvre tous les moyens utiles à la bonne fin de l'opération sans garantir que le résultat escompté soit nécessairement atteint. Et ce à condition que l'action soit opportune et que le responsable (qu'il soit l'auteur de l'information préjudiciable, l'éditeur ou l'hébergeur du site sur lequel cette information a été publiée) soit

localisé dans un pays membre de l'Union Européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays.

La garantie est acquise sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'atteinte à l'e-reputation doit être postérieure à la souscription du contrat
- le sinistre doit opposer l'assuré à une personne responsable et identifiable de l'atteinte à l'e-reputation

Cependant, les prestations visées aux articles 5.2.2. à 5.2.10. ne sont pas accordées lorsque le sinistre survient dans le cadre de l'activité professionnelle de l'assuré (telle que définie à l'article 1.1.2.)

Article 6 - Etendue territoriale

GARANTIES	ARTICLES	TERRITORIALITE
Recours civil	3.1.	La garantie est acquise dans le monde entier.
Défense pénale	3.2.	
Défense civile	3.3.	
Accident médical ou faute médicale si le Full Tax Advantage est souscrite	3.13.	
Contestation avec les voisins	3.14.	
GARANTIES	ARTICLES	TERRITORIALITE
Contrats généraux	3.4.	La garantie est acquise pour autant que le sinistre soit survenu dans un pays membre de l'Union Européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays.
Accident médical ou faute médicale si Flex Tax Advantage est souscrite	3.13.	
Contractuel assurances *	3.15.	
L'assistance d'expertise relative au bien assuré	3.16.	
Sinistre contractuel relatif à la résidence de villégiature	3.19.	
Recours civil extracontractuel de la résidence secondaire	3.20.	
Droit d'auteur	3.22.	
GARANTIES	ARTICLES	TERRITORIALITE
Droit fiscal	3.5.	La garantie est acquise pour autant que la défense des intérêts de l'assuré relève ou relèverait de la compétence d'une juridiction belge conformément aux règles de compétence nationales ou internationales en vigueur en Belgique et, pour le fonctionnaire européen, devant la Cour Européenne de Justice lorsque le sinistre relève exclusivement de sa compétence.
Droit administratif	3.6.	
Droit des successions, des donations et testaments	3.7.	
Droit de la famille et des personnes sauf pour les litiges en cas de divorce et médiation familiale :	3.8.	
Droit du travail	3.9.	
Statut social de l'indépendant	3.10.	
Droit disciplinaire	3.12.	
Droit scolaire	3.21.	
Mort numérique	3.25.	
Droit de la sécurité sociale et assistance sociale	3.26.	
GARANTIES	ARTICLES	TERRITORIALITE
Contrats constructions	3.11.	La garantie est acquise pour autant que la défense des intérêts de l'assuré relève ou relèverait de la compétence d'une juridiction belge conformément aux règles de compétence nationales ou internationales en vigueur en Belgique et pour le fonctionnaire européen, devant la Cour européenne de justice lorsque le sinistre relève exclusivement de sa compétence. Le sinistre doit être survenu en Belgique.
Frais de recherche	3.17.	
Etat des lieux contradictoire	3.18.	
Limite du bien assuré	3.23.	
Droit réel	3.24.	
* La territorialité est étendue au monde entier lorsque le sinistre concerne un litige avec un assureur Responsabilité Civile Vie Privée		

PJ NON AUTO « EPROTECT »

Le volet 3 des conditions spéciales « Pj Vie privée eProtect » ne sont d'application que pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Les mots en italique sont définis dans les Dispositions communes, sous le titre « Définitions ».

Legal Insurance Services

Article 1 - Qui est assuré, quel *bien assuré* est dans quelles circonstances ?

- 1.1.** Vous pour autant que vous avez votre résidence principale en Belgique ainsi que vos proches sont assurés :
- 1.1.1.** Dans le cadre de votre vie privée.
La vie privée s'entend de tous les faits, actes ou omissions, à l'exclusion de ceux et celles qui découlent de l'exercice d'une activité professionnelle. Par activité professionnelle, on entend toute occupation déterminée dont on peut tirer des moyens d'existence ;
- 1.1.2.** Lorsqu'ils fournissent des services ou prestations dans le cadre d'un contrat de travail d'étudiant ;
- 1.1.3.** Lorsqu'ils ont la qualité de volontaire au sens de la loi du 31 juillet 2005 relatives aux droits des volontaires.
- 1.2.** Bien assuré
L'immeuble qui sert de résidence principale dont l'assuré à la qualité de propriétaire occupant ou d'occupant et qui est désigné dans les conditions particulières. Ce bien immobilier peut être affecté à un usage privé ou mixte.
La notion d'immeuble est étendue aux :
- cours, clôtures, jardins, piscine ;
 - biens attachés aux fonds à perpétuelle demeure (article 525 du Code civil), à l'exclusion des biens considérés comme du matériel ;
 - biens réputés immeubles par incorporation tels que salle de bain installée, cuisine équipée, compteurs, raccordements, installations de chauffage ;
 - annexes et dépendances de l'immeuble dans la mesure où elles sont affectées au même usage que celui-ci

Article 2 - *Sinistres couverts*

- 2.1. Vol d'identité**
Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extra- contractuelle pour tout dommage encouru par un assuré dans le cadre de sa vie privée et causé par un tiers suite au vol d'identité.
La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par un assuré dans les conditions précisées ci-dessus.
- 2.2. Utilisation frauduleuse des moyens de paiement**
Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extra- contractuelle pour tout dommage encouru par un assuré dans le cadre de sa vie privée et causé par un tiers suite à un usage frauduleux via l'Internet de vos moyens de paiement dans le but de s'approprier un avantage financier à votre détriment (par exemple l'usage frauduleux sur Internet de votre carte de crédit).
La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par un assuré dans les conditions précisées ci-dessus.
La garantie inclut la défense des intérêts de l'assuré, résultant de sinistres liés à l'application du Code de droit économique livre VII services de paiement et de crédit – Limitée aux dispositions concernant les services de paiement auprès de l'établissement de crédit de l'assuré, établissement de monnaie électronique ou prestataires de service de paiement, à l'exception des sinistres relatifs au recouvrement des primes, taxes, frais et indemnités de résiliation à charge de l'assuré.
- 2.3. Atteintes à l'e-reputation**
Nous intervenons en cas de sinistre relatif à des actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extra- contractuelle pour tout dommage encouru par un assuré dans sa vie privée et causé par un tiers dans le cas d'atteinte à votre réputation dans le cadre de votre vie privée suite à la diffusion d'informations via Internet (« e-reputation ») : dénigrement, injures, diffamation, ainsi que par la publication via l'internet de déclarations, d'écrits, de photographies ou de vidéo préjudiciables, sans votre consentement.
La calomnie et/ou la diffamation consiste en une allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne auquel le fait est imputé.
L'injure correspond à une expression outrageante, terme de mépris ou invective, se distinguant de la diffamation en ce qu'elle ne renferme l'imputation d'aucun fait.
L'atteinte à la vie privée et aux données à caractère personnel peut notamment porter sur les données sensibles (la vie sentimentale, la santé, l'origine ethnique ...) ainsi que les droits de personnalité de l'assuré (droits à l'image, ...).

Par « via internet » on entend : via e-mail, spam, lien, site, blog, forum de discussion, réseaux sociaux.
La garantie inclut la constitution de la partie civile et la déclaration de la personne lésée devant la juridiction pénale pour tout dommage encouru par un assuré dans les conditions précisées ci-dessus.
Pour bénéficier de la garantie l'assuré doit avoir déposé plainte auprès d'une autorité compétente et nous transmettre le récépissé du dépôt de plainte.

2.4. Défense pénale

Nous intervenons à l'occasion de poursuites exercées devant les tribunaux répressifs pour des infractions aux lois, arrêtés, décrets et règlements suite à une omission, imprudence, négligence ou un fait involontaire de l'assuré commis lors de l'utilisation d'internet. L'assuré bénéficie d'un recours en grâce par sinistre s'il est condamné à une peine privative de liberté.

La garantie est exclue pour les crimes et les crimes correctionnalisés. Pour toutes les autres infractions intentionnelles, l'indemnisation ne sera pas due, à moins qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ait prononcé l'acquittement. La garantie est cependant acquise à l'assuré de moins de 16 ans au moment du sinistre. Toutefois, la garantie n'est pas acquise lorsque l'assuré a déjà fait l'objet d'un dépôt de plainte, d'une information, d'une instruction, d'une enquête de police ou de poursuites concernant des faits dommageables semblables à moins que la date de dépôt de plainte ou de début d'information, d'instruction, d'enquête de police ou de poursuites

2.5. Contrat de la vie privée « On Line »

- Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat conclu sur internet par un assuré, dans le cadre de la vie privée de ce dernier et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien de biens mobiliers ainsi que la prestation de services en faveur d'un assuré.
- Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat que vous avez conclu sur internet, dans le cadre de votre vie privée et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien des biens réputés immeubles par incorporation ainsi que la prestation de services en votre faveur d'un assuré lorsque le sinistre est relatif au bien assuré ;
- Nous intervenons en cas de litiges contractuels conclu sur internet concernant la résidence de villégiature appartenant à un tiers avec une agence de voyage, un intermédiaire de location de vacances, une plateforme de location en ligne, un propriétaire pour les vacances et que la location (ou son occupation) ne dépasse pas 90 jours par année d'assurance

2.6. Contrat de la vie privée d'accès à internet

Nous intervenons en cas de sinistre ou de différend portant sur un contrat conclu par un assuré, dans le cadre de la vie privée de ce dernier et ayant pour objet l'achat, la vente, le prêt, la location, la réparation ou l'entretien de matérielle électronique permettant un accès à un internet ainsi que les contrats avec un fournisseur internet.

2.7. Droit d'auteur

Nous intervenons pour la défense civile extracontractuelle de l'assuré contre une action en dommages et intérêts poursuivie par un tiers et relatives à ses droits d'auteur suite à l'usage d'internet dans le cadre de la vie privée de l'assuré.

Article 3 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie n'est pas acquise lorsque :

- 3.1.** Le sinistre porte sur le droit du travail, social et de l'assistance sociale ;
- 3.2.** Le sinistre porte sur le droit fiscal ;
- 3.3.** Le sinistre porte sur le droit administratif et constitutionnel ;
- 3.4.** Le sinistre porte sur le droit des familles et des personnes ;
- 3.5.** Le sinistre porte sur le droit des successions et des donations ;
- 3.6.** Le sinistre porte sur les droits réels ;
- 3.7.** Le sinistre porte sur le droit des sociétés et des associations ;
- 3.8.** Le sinistre porte sur des biens mobiliers immatériels ayant valeur d'argent (tels que les effets de commerce, espèces, valeurs mobilières, actions, obligations, coupons, titres et papiers, tous autres titres de créance ou de propriété, bons de caisse, timbres – poste et fiscaux, titres de transport, titres d'accès à des activités de loisirs) ;
- 3.9.** Le sinistre porte sur des biens dont le commerce est illicite au sens du droit belge ;
- 3.10.** Le sinistre porte sur un site de vente aux enchères ;
- 3.11.** Le sinistre porte sur un site de pari ou de loterie ;
- 3.12.** Le sinistre porte sur l'achat ou la vente de biens ou services interdit par les lois et réglementations belges en vigueur ;
- 3.13.** Le sinistre porte sur l'achat d'un bien ou un service sur un site à caractère violent, pornographique, discriminatoire ou portant atteinte à la dignité humaine ;
- 3.14.** Les répétitions multiples, en raison de l'absence de précautions, de sinistres de même origine;
- 3.15.** Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Exclusions spécifiques à la garantie "atteinte à l'e-réputation"

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie n'est pas acquise lorsque les sinistres portant sur :

- 3.16. Une e-reputation que l'assuré s'est lui-même constitué au travers les réseaux sociaux, commentaires sur les sites internet ou encore utilisation de son courrier électronique ;
- 3.17. Une atteinte à l'e-reputation effectuée sur un support de communication autre qu'un blog, forum de discussion, réseau social, site web ;
- 3.18. Les conséquences d'une atteinte à l'e-reputation c'est-à-dire toute action qui serait engagée dans le but d'obtenir la réparation d'un préjudice ne découlant pas de l'atteinte elle-même mais des conséquences directes ou indirectes y afférentes ;
- 3.19. Une atteinte à l'e-reputation par voie de presse sous forme digitale ;
- 3.20. Lorsque la diffusion d'informations est effectuée sur un autre support de communication qu'internet ;
- 3.21. Lorsque les informations diffusées ne comportent pas d'éléments nominatifs vous concernant ;
- 3.22. Lorsque la diffusion d'informations résulte de votre participation à une association, à l'exception d'une participation bénévole à une association sportive ou de loisirs ;
- 3.23. En cas d'information(s) constituée(s) par toute déclaration, article, publication, enregistrement sonore, photographie, vidéo, que vous avez réalisé(e) dans le cadre de votre activité professionnelle ;
- 3.24. En cas d'information(s) dont la diffusion par un tiers, constitutive d'une infraction pénale, n'a pas donné lieu de votre part à dépôt de plainte ;
- 3.25. En cas d'information(s) constituée(s) par une déclaration, article, publication, enregistrement sonore, photographie, vidéo, que vous avez librement réalisé(e) dans un lieu public, auprès ou en présence du public ou, que vous avez-vous-même publié(e) via internet ou dont vous avez autorisé la publication sur internet ;
- 3.26. En cas d'information(s) constituée(s) par une conversation, conférence, publication, réalisées sur internet en utilisant des logiciels de communication instantanée (« Chat »), avec ou sans vidéos et webcam ;
- 3.27. Lorsque vous êtes inculpé ou poursuivi pénalement ;

Exclusion spécifique à la garantie Utilisation frauduleuse des moyens de paiement (usage frauduleux via l'Internet) :

Outre les cas de non-assurance cités à l'article 13 des Dispositions communes des présentes conditions spéciales, la garantie n'est pas acquise lorsque les sinistres :

- 3.28. Résultant sur l'absence de système de protection antivirus et firewall mis à jour régulièrement et activé en permanence. Néanmoins, nous vous apporterons assistance pour la constitution du dossier, ainsi que les modalités d'introduction de la demande auprès d'une entité de règlement extra-judiciaire des conflits compétente pour votre sinistre.

Article 4 - Prestations assurées

- 4.1. Notre Plafond d'intervention et seuil d'intervention par sinistre :

GARANTIES COUVERTES	ARTICLE	PLAFONDS	SEUIL*
Vol d'identité	art.2.1.	10.000 €	350 €
Utilisation frauduleuse des moyens de paiement	art.2.2.	10.000 €	350 €
Atteintes à l'e-reputation	art.2.3.	10.000 €	350 €
Défense pénale	art.2.5.	10.000 €	/
Contrat de la vie privée « On Line »	art.2.5.	10.000 €	350 €
Contrat de la vie privée d'accès à internet	art.2.6.	10.000 €	350 €
Droit d'auteur	art.2.7.	5.000 € par sinistre et par année d'assurance	350 €
* en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger, notre seuil d'intervention est de 2.000 € par sinistre			

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

- 4.2. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence des montants indiqués, mais sans jamais dépasser un montant maximum de 10.000 € par sinistre :
 - 4.2.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts de l'assuré comme définis à l'article 9 des dispositions communes

4.2.2. Les frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement par transport public (en avion classe économique ou en train – 1ère classe) et de séjour (hébergement à l'hôtel jusqu'à concurrence de 125 € par jour et par assuré) nécessités par la comparaison en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparaison est légalement requise ou ordonnée par décision judiciaire ;
- victime, lorsque la comparaison de l'assuré est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le Tribunal.

4.2.3. E-reputation prise en charge des frais de nettoyage ou de noyage des informations

Dans le cadre d'un sinistre couvert relatif à l'atteinte à l'e-reputation » de l'assuré, nous mettons en relation l'assuré qui en fait la demande avec des prestataires spécialisés et dont elle prend en charge les frais et honoraires dans la limite de 5.000 € TTC par sinistre et par an pour les opérations de nettoyage et de noyage d'informations et sous réserves des conditions et exclusions de garantie.

Ce prestataire aura pour mission d'essayer de supprimer des informations préjudiciables à l'assuré.

A défaut de suppression des informations préjudiciables et à condition que l'assuré ait déposé plainte, le prestataire procédera au noyage des informations sous réserve des limitations techniques afférentes à Internet.

Notre obligation et du prestataire de procéder à la suppression ou au noyage des informations préjudiciables à l'assuré constitue une obligation de moyens et non de résultat. Nous et le prestataire nous engageons à mettre en œuvre tous les moyens utiles à la bonne fin de l'opération sans garantir que le résultat escompté soit nécessairement atteint. . Et ce à condition que l'action soit opportune et que le responsable (qu'il soit l'auteur de l'information préjudiciable, l'éditeur ou l'hébergeur du site sur lequel cette information a été publiée) soit localisé dans un pays membre de l'Union Européenne, en Suisse, en Norvège, au Liechtenstein, à Andorre, à Saint Marin, à Monaco ou au Royaume Uni et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays. La garantie est acquise sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'atteinte à l'e-reputation doit être postérieure à la souscription du contrat
- le sinistre doit opposer l'assuré à une personne responsable et identifiable de l'atteinte à l'e-reputation

Prestations complémentaires

Données personnelles

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre relatifs à une atteinte à la protection de ses données numériques personnelles au sens de la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et dans le cadre de l'utilisation par des tiers de ses données.

Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge les frais exposés tels que spécifiés dans l'article 4.2.1., jusqu'à concurrence de 20.000 € par sinistre.

Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré dans le contrat pour un montant maximum de 2.500 € par sinistre et par année d'assurance.

Article 5 - Délai d'attente

En matière d'atteintes à l'e-reputation (article 2.3.), e-reputation prise en charge des frais de nettoyage ou de noyage des informations (article 4.2.3.), Contrat de la vie privée « On Line » (article 2.5.), Contrat de la vie privée d'accès à internet (article 2.6.) et droit d'auteur (article 2.7.) la garantie est acquise après un délai d'attente de 4 mois.

Pour les autres garanties, la garantie est acquise immédiatement.

Article 6 - Etendue territoriale

La garantie est accordée pour les sinistres survenus dans un pays membre de l'Union Européenne, en ce compris la Suisse, la Norvège et le Royaume Uni pour autant que la défense des intérêts juridiques de l'assuré puisse y être assumée.

PJ « BATEAU DE PLAISANCE »

Le volet 3 des conditions spéciales « PJ NAVIGATION » n'est d'application que pour autant qu'il en soit fait expressément mention aux conditions particulières du contrat.

Les mots en italique sont définis dans les Dispositions communes, sous le titre « Définitions ».

Legal Insurance Services

Article 1 - Qui est assuré et dans quelles circonstances ?

- 1.1. Vous pour autant que vous avez votre résidence principale en Belgique ainsi que vos proches sont assurés :
 - 1.1.1. Propriétaire, détenteur, conducteur ou passager du bateau désigné, de son annexe ;
 - 1.1.2. Passager autorisé d'un bateau de plaisance autre que le bateau désigné, appartenant à un tiers ;
 - 1.1.3. Conducteur occasionnel et autorisé d'un bateau de plaisance autre que le bateau désigné, appartenant à un tiers.
- 1.2. Ont également la qualité d'assuré :
 - 1.2.1. Le conducteur autorisé du bateau désigné ;
 - 1.2.2. Les passagers autorisés et transportés à titre gratuit du bateau désigné.
 - 1.2.3. Les ayants droit d'un assuré, décédé à la suite d'un sinistre couvert, pour le recours qu'ils peuvent ainsi faire valoir.

Article 2 - Quel est le *bien assuré* ?

- 2.1. Le bateau désigné : le bateau de plaisance, y compris les options et accessoires nécessaires ou utiles à la navigation, notamment le gréement, l'accastillage, la voilure, les aménagements, les matériels de sécurité et de sauvetage, désigné aux conditions particulières.
- 2.2. La ou les annexe(s) du bateau désigné aux conditions particulières.
- 2.3. La remorque à bateau désignée aux conditions particulières. La remorque doit, le cas échéant, être immatriculée et satisfaire au règlement sur le contrôle technique des véhicules.

Article 3 - Etendue territoriale

Sauf stipulations contraires aux conditions particulières, les garanties du contrat sont d'application à la navigation de plaisance :

sur toutes les eaux intérieures, accessibles à la navigation de plaisance des pays membres de l'union européenne, la Norvège, la Suisse, le

Liechtenstein, Saint Marin, Andorre, à Monaco ou au Royaume Uni.

en mer et zone contigüe dans les limites des mers suivantes :

- Nord : 58° latitude Nord
- Sud : 32° latitude Sud
- Est : 35° longitude Est
- Ouest : 15° longitude Ouest

A l'exclusion des eaux territoriales de la Syrie, du Liban, d'Israël, de l'Egypte, de la Libye et de la Somalie.

La garantie contractuelle bateau de plaisance est limitée à l'Union européenne, la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein, à Saint Marin, à Andorre, à Monaco ou au Royaume Uni.

Toutefois, la garantie n'est acquise que si l'immatriculation est faite en Belgique ou en Europe, ou si le port d'attache ou le lieu habituel de mouillage se trouve en Belgique ou en Europe.

Lorsque le sinistre porte sur un événement dommageable survenu à terre, la garantie est acquise lorsque le fait générateur du sinistre survient dans un des pays déterminés par le Roi en vertu de l'article 3 § 1 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et pour autant que la défense des intérêts de l'assuré soit assumée exclusivement dans un de ces pays.

Article 4 - Sinistres couverts

4.1. Le recours extracontractuel

Nous intervenons pour le recours civil extracontractuel en vue d'obtenir l'indemnisation de l'assuré pour tout dommage résultant de lésions corporelles ou de dégâts au bien assuré encourus par l'assuré et causés par un tiers.

4.2. La défense pénale

Nous intervenons pour la défense pénale de l'assuré lors de poursuites exercées pour toute infraction aux lois, arrêtés, décrets et/ou règlements sur la navigation.

4.3. Contractuel Assurances

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application de garanties d'assurance souscrites auprès d'un autre assureur et qui doivent sortir leurs effets au bénéfice d'un assuré, à l'exclusion des contestations relatives au non-paiement des primes ou à la suspension / résiliation de ces garanties d'assurance.

4.4. Contractuel bateau de plaisance

Nous intervenons pour la défense des intérêts de l'assuré dans tout sinistre qui résulte de l'interprétation ou de l'application des contrats conclus par vous ou un de vos proches relatifs à :

4.4.1. L'exécution de l'entretien ou de la réparation du bateau de plaisance désigné par un réparateur professionnel ;

4.4.2. La garde du bateau de plaisance désigné lorsque l'assuré l'a confié à une société de gardiennage professionnelle.

4.4.3. L'application de la garantie légale ou contractuelle relative au bateau de plaisance neuf désigné suite à son acquisition ou à sa vente par l'assuré, pour autant que la première mise en service du bateau de plaisance désigné remonte à moins de 5 ans au jour de son achat ou de sa vente par l'assuré ;

4.4.4. L'application de la garantie légale ou contractuelle relative à l'acquisition ou le montage d'accessoires fixés à demeure sur ou dans le bateau de plaisance désigné pour autant que ce bateau fut couvert par le présent contrat à la date d'achat de l'accessoire litigieux par l'assuré.

4.5. La défense administrative

Nous intervenons pour la défense des droits de l'assuré concernant l'immatriculation, les diverses taxes, le contrôle technique, la réquisition par l'autorité publique compétente du bateau de plaisance désigné ou concernant votre permis de navigation ou d'un de vos proches.

Article 5 - Sinistres non couverts

Outre les cas de non-assurance visés à l'article 13 des Dispositions communes, la garantie n'est pas acquise lorsque :

5.1. Le sinistre survient pendant la préparation ou la participation à des concours de vitesse de ski nautique ou pour bateaux à moteur ;

5.2. Le sinistre porte sur un véhicule automoteur ou tout autre véhicule soumis à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteur ou à toute législation équivalente de droit étranger sauf la remorque à bateau ;

5.3. Les contestations faisant l'objet du sinistre portent sur la copropriété du bateau désigné ;

5.4. Le sinistre survient alors que le bateau est conduit par une personne qui ne remplit pas les conditions légalement requises pour naviguer. Cependant, la garantie défense pénale reste acquise à l'assuré en cas d'acquiescement définitif ;

5.5. Le sinistre survient alors que le bateau de plaisance n'est pas légalement admis à la navigation. Cependant, la garantie reste acquise à l'assuré qui prouve qu'il n'y a pas de lien causal entre ces circonstances et le sinistre, ou qu'il n'avait pas ou ne devait raisonnablement pas avoir connaissance de ces circonstances ;

5.6. Les dommages sont causés aux marchandises et objets transportés par le bateau assuré, à titre onéreux.

5.7. Le bateau est donné en location

5.8. Le bateau est utilisé à d'autres fins que la navigation de plaisance à titre récréatif

5.9. Le sinistre résulte de l'exercice de la contrebande, la violation du blocus, des actes de piraterie, la traite des êtres humains, ou tous autres actes illicites

5.10. Relatifs aux litiges contractuels résultant d'un simple défaut de paiement d'un tiers sans contestation.

Article 6 - prestations assurées

6.1. Notre Plafond d'intervention, seuil et délai d'attente par sinistre :

GARANTIES COUVERTES	ARTICLE	PLAFONDS	SEUIL*	DELAÏ D'ATTENTE
Recours civil extra-contractuel	art.4.1.	50.000 €	350 €	/
Défense pénale	art.4.2.	25.000 €	/	/
Contractuel assurance	art.4.3.	10.000 €	350 €	/
Contractuel bateau de plaisance	art.4.4.	10.000 €	1.000 €	4 mois
Défense administrative	art.4.5.	10.000 €	350 €	/
* en cas de recours devant la Cour de Cassation ou son équivalent à l'étranger, notre seuil d'intervention est de 2.000 € par sinistre				

Si l'assuré intente une procédure de règlement de sinistre par voie de médiation et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de Médiation, telle qu'instituée par la loi, le montant indiqué ci-dessus est majoré de 10% que la médiation aboutisse ou non.

6.2. Indépendamment des frais de nos propres services, exposés pour gérer à l'amiable le sinistre, nous prenons en charge, jusqu'à concurrence des montants indiqués, mais sans jamais dépasser un montant maximum de 50.000 € par sinistre :

6.2.1. Les frais exposés pour la défense des intérêts juridiques de l'assuré comme défini à l'article 9 des dispositions communes

6.2.2. Les frais de transport et de séjour :

Les frais de déplacement par transport public (en avion - classe économique ou en train - 1^oclasse) et de séjour (hébergement à l'hôtel avec un maximum de 125 € par jour et par assuré nécessités par la comparution en pays étranger de l'assuré en sa qualité de :

- prévenu, lorsque cette comparution est légalement requise et ordonnée par décision judiciaire ;
- victime, lorsque sa comparution est légalement requise ou si l'assuré doit se présenter à un expert désigné par le Tribunal.

6.3. L'insolvabilité

Lorsque l'assuré est victime d'un accident de navigation causé par un tiers dûment identifié et insolvable, nous payons, jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre, avec une franchise de 250 € par sinistre, les indemnités incombant à ce tiers responsable dans la mesure où aucun organisme public ou privé ne peut en être déclaré débiteur. Si l'assuré conteste l'étendue ou l'évaluation de ses dommages, notre prestation n'est alors due que sur base d'un jugement définitif accordant à l'assuré le remboursement des dommages résultant de cet accident.

Notre prestation n'est pas due lorsque le dommage encouru par l'assuré résulte de terrorisme, d'extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression, d'un acte de violence ou de vandalisme sur le bateau assuré ou d'un accident consécutif au vol ou tentative de vol du bateau assuré.

Si plusieurs assurés peuvent bénéficier de notre prestation et si les dommages sont supérieurs au maximum prévu de 10.000 € par sinistre, les indemnités sont payées par priorité à vous, ensuite à votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant, ensuite à vos enfants et ensuite aux autres assurés au marc le franc. En cas de pluralité de bénéficiaires, la franchise de 250 € est supportée par ceux-ci au marc le franc des indemnités accordées.

6.4. Le cautionnement

Lorsqu'à la suite de l'usage du bateau de plaisance désigné ou d'un accident de circulation l'assuré est détenu préventivement ou le bateau de plaisance désigné est saisi, nous faisons l'avance, jusqu'à concurrence de 10.000 € par sinistre, de la caution pénale exigée par les autorités étrangères pour la mise en liberté de l'assuré ou la restitution du véhicule.

L'assuré remplit toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour obtenir la libération des fonds.

Dès que la caution est libérée par l'autorité compétente et dans la mesure où elle n'est pas affectée à des frais nous incombant en vertu du présent contrat, l'assuré nous rembourse immédiatement la somme que cette dernière a avancée.

Prestations complémentaires

Assistance audition dans le cadre de la Loi Salduz

Nous couvrons l'intervention obligatoire d'un avocat consulté dans le cadre de la Loi Salduz par un mineur de moins de 16 ans assuré dans le contrat pour un montant maximum de 2.500 € par sinistre et par année d'assurance.

www.legalvillage.be



Legal Village est la marque protection juridique d'AXA Belgium, S.A. d'assurances agréée sous le n° 0039 (A.R. 04-07-1979, M.B. 14-07-1979)
Siège social : Place du Trône 1, B-1000 Bruxelles • Tél. : 02 678 61 11 • Internet : www.axa.be
N° BCE: TVA BE 0404.483.367 RPM Bruxelles